



UNHCR
The UN Refugee Agency



**Programme
Alimentaire
Mondial**



Projet co-financé par
l'Union européenne

RAPPORT DE PROFILAGE SOCIO-ÉCONOMIQUE DES MÉNAGES RÉFUGIÉS DU CAMP DE MBERA MAURITANIE

PARTIE 1: EXPLORATION DES DONNÉES



1. Résumé du rapport d'exploration de données	6
2. Remerciements	9
3. Contexte et populations ciblées	10
4. Justification et objectifs de l'enquête de profilage	13
5. Méthodologie de collecte et d'analyse des données	14
5.1 Phase préliminaire d'information et de sensibilisation	14
5.2 Elaboration des outils de collecte des données	15
5.3 Recrutement et formation des enquêteurs	15
5.4 Composition des équipes de collecte des données	17
5.5 Phases de collecte des données sur le terrain	18
5.6 Traitement des données	19
6. Analyse des données – Approche HEA	20
6.1 Analyse des données du FG	20
6.2 Analyse des données de l'enquête ménage	23
7. Analyse des données - Points clés	25
7.1 Analyse des résultats des données collectées.	25
7.2 Analyse de la pauvreté	25
7.3 Analyse de la dépendance	26
7.4 Niveau d'éducation et accès à l'école	32
7.5 Stratégies d'adaptation	39
7.6 Abris des ménages	41
7.7 Endettement des ménages	46
7.8 Activités et revenus des ménages	52
7.9 Modalités d'assistance	58
7.10 Représentation des ménages	61
8. Liste des acronymes et abréviations	62
9. Liste des figures et graphiques	63
10. Liste des annexes	66

1. Résumé du rapport d'exploration de données

La prolongation effective et à venir de la présence des réfugiés dans le camp de Mbera, qui se situe dans la Moughata de Bassikounou, a guidé l'élaboration de cette enquête de profilage socio-économique de la population réfugiée. L'objectif de l'enquête est de faciliter la transition de l'assistance classique généralisée vers une approche basée sur la compréhension des différents profils des ménages. La programmation résultante devrait permettre de mieux prendre en compte les capacités productives de la population et qui correspond mieux aux besoins réels de chaque groupe.

L'approche HEA (« Household Economy Approach ») a été utilisée pour cette enquête. La HEA porte sur la manière dont les personnes, dans différentes situations sociales et économiques, obtiennent la nourriture et l'argent dont elles ont besoin; leurs atouts, les opportunités qui s'ouvrent à elles et les contraintes auxquelles elles sont confrontées, ainsi que les options qui s'offrent à elles en temps de crise.

Sur cette base, il s'est agi de catégoriser tous les ménages du camp dans différents groupes socio-économiques de niveau de vie définis par des *focus groups* (groupes

ciblés), en vue d'adapter l'assistance aux ménages réfugiés pour mieux se diriger vers leur autonomisation.

Dans un premier temps, des discussions avec des focus groups ont été organisées du 5 au 9 septembre 2017 - un total de 2 112 personnes dont 792 femmes - afin d'identifier et de définir les critères déterminants des différents groupes de richesse au sein de la communauté des réfugiés.

La 2ème phase de cette enquête, qui s'est déroulée du 11 septembre au 14 novembre 2017, a été dédiée au recensement exhaustif de tous les ménages du camp (collecte de données) et à la classification des ménages selon les catégories socioéconomiques identifiées par les focus groups. Une équipe de 124 enquêteurs, composée de 62 binômes (un national et un réfugié), a été nécessaire pour réaliser cette enquête. Cinq superviseurs expérimentés se sont assurés de la qualité des informations collectées. 12 917 ménages ont été enquêtés avec un taux de réponse de 100%.

À la suite de la phase d'exploration des données de cet exercice de profilage, les points clés suivants sont ressortis :

#	Thème	Points clés
1	Analyse de la pauvreté	40,7% des ménages du camp de Mbera appartiennent à la catégorie socioéconomique ressentie comme extrêmement pauvre faisant que le niveau de pauvreté soit élevé en comparaison avec des études similaires pour la population hôte.
2	Analyse de la dépendance	Les différentes dimensions de dépendance (taille des ménages, âge et sexe du chef de ménage, nombre de bras valides par ménage, nombre d'enfants en âge d'être scolarisés) sont associées au niveau de pauvreté des ménages.
3	Niveau d'éducation et accès à l'école	Nombre plus élevé de femmes que d'hommes sans éducation. Le niveau d'instruction est plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Plus de 60% des ménages qui n'envoient pas leurs enfants à l'école évoquent le manque d'intérêt comme raison principale.
4	Stratégies d'adaptation	La diminution des quantités de nourriture et l'emprunt de l'argent pour de la nourriture ressortent comme étant les deux stratégies d'adaptation dominantes dans chaque groupe de vulnérabilité. Les ménages extrêmement pauvres utilisent des stratégies d'adaptation moins dommageables que les ménages moins pauvres car leurs capacités très limitées ne leur permettent pas d'avoir recours à des stratégies diverses. Le mariage précoce des membres de la famille n'est pas utilisé comme stratégie d'adaptation mais plutôt comme un moyen de protéger les filles. Il n'est pas lié au statut socio-économique du ménage.
5	Abris des ménages	Les abris sont considérés parmi les besoins principaux des ménages. Insatisfaction globale (mauvais, moyen) sur l'état des abris – beaucoup d'abris anciens et poids des intempéries. Insatisfaction davantage exprimée par les ménages les plus vulnérables (extrêmement vulnérables et vulnérables) du fait de leur manque de moyens de ces ménages pour améliorer les abris.
6	Endettement des ménages	Niveau très élevé de la population endettée (92%) quelle que soit la catégorie socioéconomique. L'achat de nourriture apparaît clairement comme la première raison de l'endettement (93,5%) pour une très large partie des réfugiés. Les femmes utilisent des sources de dettes plus variées (commerçants, amis, réfugiés, connaissances, mauritaniens hors du camp) que les hommes et bénéficient de plus de confiance auprès des créanciers que les hommes.
7	Activités et revenus des ménages	Très haut niveau des réfugiés sans occupation, près de la moitié des personnes actives (majoritairement les femmes) reflétant un manque d'opportunités locales Près de 17% (principalement les femmes) font des travaux ménagers, tandis que les hommes effectuent des travaux journaliers dans le camp et d'entretien et conduite des animaux/pâturage.
8	Modalités d'assistance	Quel que soit le profil socio-économique des ménages, l'assistance en cash est largement préférée à celle en vivres (79% des ménages), le cash permettant d'acheter les denrées de leur choix (lait, pain, viande ...).
9	Représentation des ménages	Point de vue des plus pauvres pas souvent rapporté car la représentation actuelle des communautés exclut les plus vulnérables.

Remarques générales

Les données collectées à travers l'enquête sont globalement fiables et exploitables. Les erreurs de collecte/saisie affectent peu les résultats d'ensemble étant donné la taille de l'échantillon (100% de la population).

Au terme du processus de vérification des données issues de la catégorisation des ménages sur la base de l'approche HEA, l'UNHCR et le PAM sont arrivés à la conclusion que la méthodologie initialement envisagée ne pourrait pas être utilisée comme base d'analyse définitive pour le profilage des ménages et le ciblage de l'assistance. En effet, il ressort de l'analyse que la formule de catégorisation utilisée ne peut pas être considérée comme la plus pertinente au regard du contexte car essentiellement basée sur la richesse des ménages, notamment le revenu – sujet à un biais déclaratif important et non utilisable comme critère de ciblage. De même, la méthodologie utilisée n'est pas élaborée sur la base de corrélations avec les dimensions mesurables de sécurité alimentaire, de résilience ou de protection.

D'un commun accord, les deux organisations ont donc dû prendre la décision de modifier la méthodologie de catégorisation en remplaçant par l'approche dite « CARI affinée ». La méthodologie CARI (*Consolidated Approach to Reporting Indicators of Food Security*), développée par le PAM au niveau global, combine plusieurs indicateurs (score de consommation alimentaire, proportion des dépenses alimentaires et index des stratégies d'adaptation) afin de déterminer le niveau de vulnérabilité des ménages. Cette méthode CARI est affinée, dans le contexte du camp de réfugiés de Mbera par une méthodologie de catégorisation basée sur une mesure objective de la vulnérabilité pour le profilage.

Cette catégorisation « CARI affinée » comme base de définition de la méthodologie de ciblage à adopter, est développée dans le second rapport de cet exercice conjoint « Partie 2 : Profilage ».

2. Remerciements

Cette étude est le fruit d'une initiative conjointe de l'UNHCR et du PAM qui ont formulé le projet et participé à ses étapes clés. Elle s'inscrit dans le cadre du « *Grand Bargain* », un accord entre plus de 30 des plus grands donateurs et fournisseurs d'aide, y compris l'UNHCR et le PAM, qui vise à donner plus de moyens aux personnes dans le besoin, et plus précisément l'engagement 5 sur l'évaluation conjointe et impartiale des besoins.¹

La présente étude n'aurait pas pu être faite sans la contribution financière de nos différents donateurs, en particulier l'Union Européenne à travers le Fonds Fiduciaire d'urgence pour l'Afrique qui a financé la contribution de l'UNHCR à cette enquête. Nous remercions également les autres donateurs qui, en contribuant aux opérations du PAM, ont aussi contribué à cette étude (AECID, Canada, ECHO, Japon, USAID).

Le travail de collecte de données sur le terrain, ainsi que sur l'analyse spécifique HEA et la rédaction du rapport sont à mettre au crédit de l'organisation ACF.

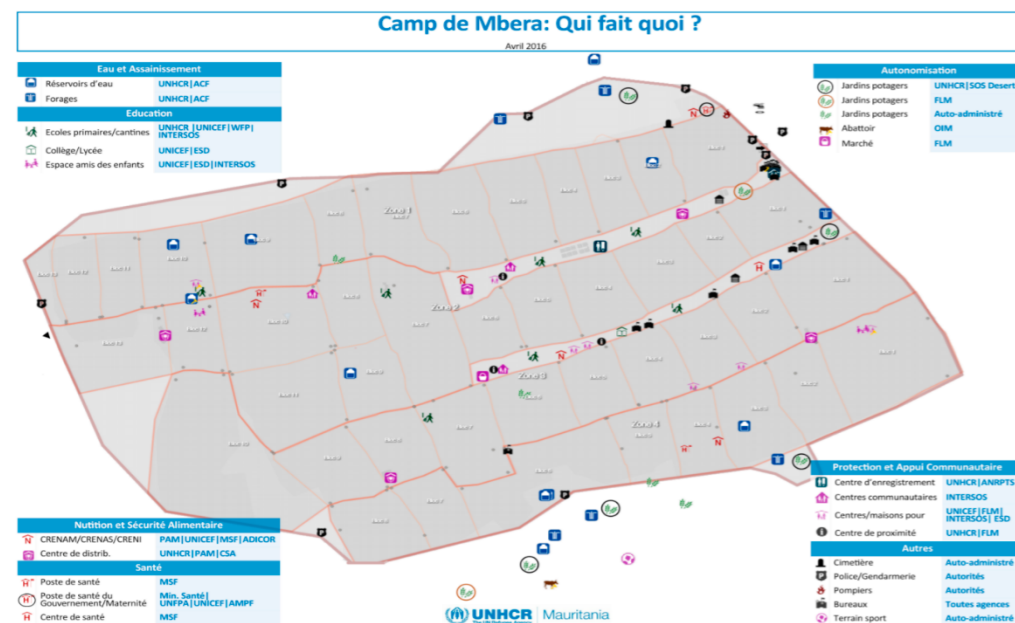
Enfin une grande partie du travail de préparation des données, de facilitation de l'analyse et de préparation des rapports s'est faite grâce au soutien de la cellule analyse de l'Unité DIMA (*Data, Information Management & Analysis*) au sein du bureau régional de l'UNHCR pour l'Afrique du Nord et le Moyen Orient, basé à Amman.

¹ <https://interagencystandingcommittee.org/improve-joint-and-impartial-needs-assessments>

3. Contexte et populations ciblées

Depuis 2012, l'éclatement des troubles armés au nord du Mali a engendré de grands mouvements de populations vers les pays limitrophes notamment au Niger, au Burkina Faso et en Mauritanie. La Mauritanie avait enregistré le plus grand nombre de réfugiés dans le camp de Mbera, qui se situe à une cinquantaine de kilomètres de la frontière du Mali, où près de cinquante mille personnes y ont demandé l'asile. Le PAM, l'UNHCR et le CSA se sont engagés à apporter un appui aux réfugiés - chacun dans son domaine d'intervention - pour assurer la couverture des besoins de base et renforcer leurs capacités et leur autosuffisance.

Carte des services dans le camp



Étant donné la prolongation effective et attendue de la présence des réfugiés dans la zone et la diminution des financements qui exige de rationaliser les ressources mises à la disposition par le PAM et l'UNHCR, un changement de l'assistance en vivres fournies aux réfugiés s'impose.

Ainsi, l'ajustement de l'assistance en fonction des besoins/capacités des ménages réfugiés s'inscrit dans le cadre d'un changement de l'approche de la couverture des besoins de base (« care and maintenance ») vers une approche orientée vers l'autonomisation des réfugiés et la résilience des populations hôtes.

La population du camp a connu une fluctuation importante entre 2012 et 2017. Une augmentation substantielle entre mars

2012 (35 000 personnes) et 2013 (67 334 personnes) a été noté, puis une diminution progressive entre 2014 et 2016 (55 060 en 2014 contre 41 792 en août 2016). En décembre 2017, à la suite de l'exercice de vérification biométrique BIMS de l'UNHCR au niveau du camp, le nombre de réfugiés maliens a été fixé à 49 825 personnes soit 13 357 ménages pour cette enquête.

La population enregistrée est composée à 54,2% de femmes et à 45,8% d'hommes. La majorité de la population est jeune (54,9% de la population a moins de 18 ans). Dans le contexte de la situation prolongée d'asile, il est nécessaire de mettre en place des activités d'autosuffisance économique pour les jeunes afin de leur fournir des sources de revenus. (Voir tableau ci-dessous).

Données d'enregistrement

Groupes d'âge	Femmes		Hommes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
	5,025	10,09%	5,071	10,18%	10,096	20,26%
05-11	6,555	13,16%	6,211	12,47%	12,766	25,62%
12-17	3,178	6,38%	3,056	6,13%	6,234	12,51%
18-59	11,143	22,36%	7,439	14,93%	18,582	37,29%
60 and +	1,124	2,26%	1,023	2,05%	2,147	4,31%
Total :	27,025	54,2%	22,800	45,8%	49,825	100,0%

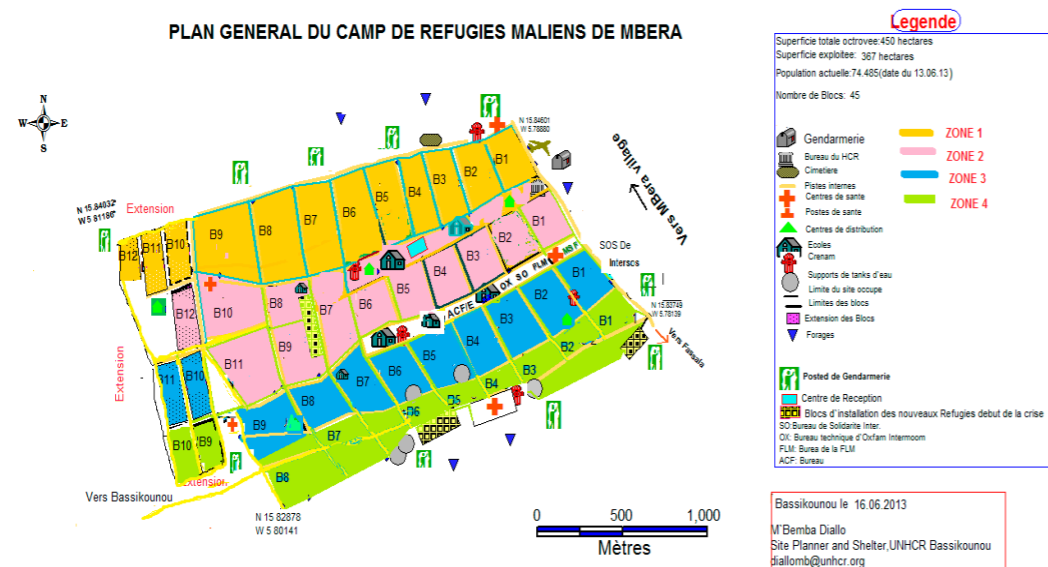
Source : UNHCR, Décembre 2017

La population réfugiée est répartie sur 44 blocs ayant chacun des responsables communautaires.

Pour rendre plus efficace l'assistance en vivres auprès des réfugiés et l'adapter selon les besoins et les vulnérabilités des réfugiés,

le PAM, le CSA et l'UNHCR ont ainsi convenu d'élaborer une évaluation de la situation socio-économique des réfugiés maliens à travers une enquête de profilage pour une meilleure réorientation de leur assistance.

Plan du camp



4. Justification et objectifs de l'enquête de profilage

L'objectif de cette enquête de profilage est de faciliter la transition de l'assistance classique généralisée vers une approche basée sur les profils socio-économiques des ménages pour une programmation qui prend en compte les capacités productives de la population et qui correspond mieux aux besoins réels de chaque groupe au sein de la communauté des réfugiés. Il s'agit de catégoriser tous les ménages du camp dans différents groupes socio-économiques de niveau de vie définis par des focus groups, en vue d'apporter des réponses appropriées à leurs besoins spécifiques.

De manière spécifique, il s'est agi de :

1. Elaborer les outils nécessaires pour les focus groups et les enquêtes auprès des ménages au niveau du camp, ainsi que les outils de procédures opérationnelles (SOP);
2. Identifier les caractéristiques et le profil des différents groupes socio-économiques des réfugiés à travers des focus groups ;
3. Mener un recensement exhaustif de l'ensemble des ménages tout en collectant leurs données socio-économiques pour analyser les conditions de vie de toutes les couches sociales au sein de la communauté des réfugiés ;
4. Classifier tous les ménages du camp en fonction des groupes socio-économiques identifiés dans les focus groups, tenant en considération l'évolution des moyens d'existence ;
5. Identifier et inventorier la nature et les capacités existantes de formation professionnelle et de formation en gestion ; les potentialités dans les domaines agricoles, de l'élevage, du petit commerce, de l'artisanat, de la disponibilité des facteurs de production et des possibilités d'accès pour les réfugiés (terres cultivables, pâturages, eau, marchés, etc.) ;
6. Identifier les capacités productives et professionnelles des réfugiés afin de faciliter leur autosuffisance.

5. Méthodologie de collecte et d'analyse des données

Le profilage a utilisé l'approche d'enquête HEA (« Household Economy Approach ») auprès des ménages, qui porte sur la manière dont les personnes, dans différentes situations sociales et économiques, obtiennent la nourriture et l'argent dont elles ont besoin; leurs atouts, les opportunités qui s'ouvrent à elles et les contraintes auxquelles elles sont confrontées, ainsi que les options qui s'offrent à elles en temps de crise. L'approche HEA a été couplée à des discussions en focus groups.

Pour la réalisation de cette enquête de profilage, les différentes étapes ci-dessous ont été nécessaires.

5.1 Phase préliminaire d'information et de sensibilisation

Plusieurs réunions ont été organisées avec le personnel de l'UNHCR, du PAM et du CSA afin d'avoir un meilleur aperçu des attentes et de partager la méthodologie proposée pour la conduite de l'enquête ([annexe 1](#)). Ces rencontres ont permis de mieux comprendre les orientations des commanditaires afin de recadrer la méthodologie proposée. Des réunions ont également été organisées avec les autorités locales et les réfugiés pour présenter l'objectif de cet exercice et son importance dans la planification des futures

interventions. Ces réunions ont également permis de présenter l'approche méthodologique afin d'éviter toutes mauvaises interprétations.

Les procédures opérationnelles (SOP) ont également été élaborées lors de la phase préliminaire afin de donner des orientations aux enquêteurs et aux superviseurs. Les SOP ([annexe 2](#)) contiennent les éléments suivants : instruction générale sur le comportement des enquêteurs et approche vis-à-vis des répondants, gestion des cas d'absence (les ménages sont enquêtés uniquement dans leurs abris), explication du mécanisme de plaintes (boîte aux lettres dans le camps, bureau d'ACF, numéro vert gratuit d'ACF) et instructions sur la façon d'intégrer les observations des enquêteurs concernant les signes de richesse et l'état des abris (afin de trianguler les informations entre les déclarations des réfugiés et l'observation externe)

5.2 Elaboration des outils de collecte des données

À la suite des rencontres et discussions avec les commanditaires et les populations du camp, deux types de questionnaires ont été élaborés: 1) un questionnaire pour conduire les entretiens avec les focus groups ([annexe 3](#)) et 2) un questionnaire

pour le recensement et la collecte des données auprès des ménages ([annexe 4](#)).

Le questionnaire pour les focus groups permet d'identifier les critères pertinents pour définir les différentes catégories socio-économiques dans le camp ainsi que le profil de chaque groupe. La conception du questionnaire pour les ménages a été faite sur la base des informations collectées lors des focus groups sur la catégorisation socio-économique des ménages du camp.

Ces deux outils de collecte ont été soumis pour validation au comité de pilotage (UNHCR/ PAM/ CSA) avant leur utilisation par les équipes d'enquête.

Les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), et de la santé étant pleinement pris en charge par Action Contre la Faim et MSF, et couvrant l'ensemble de la population du camp, ils n'ont pas été intégrés dans le questionnaire de cette enquête.

5.3 Recrutement et formation des enquêteurs

Une équipe de **124 enquêteurs**, composée de 62 binômes (un national et un réfugié), a été nécessaire pour réaliser cette enquête. Les enquêteurs principaux (nationaux), ayant une bonne maîtrise du français et une bonne capacité d'utilisation des tablettes, étaient au nombre de 62 personnes. 62 autres personnes (réfugiés/traducteurs), avec une excellente maîtrise des langues locales, ont également été recrutées pour

composer les binômes.

Initialement, cette équipe devait être composée de 100 enquêteurs, mais en raison de retards, 24 enquêteurs supplémentaires ont été sollicités.

Les retards étaient liés à des protestations de jeunes de Bassikounou qui n'ont pas accepté de ne pas avoir été recrutés prioritairement en tant qu'enquêteurs. Plusieurs rencontres ont été organisées avec les autorités administratives et communales pour trouver une solution à ce problème qui a entravé le démarrage de l'enquête. Ainsi, des tests ont été organisés afin de recruter des enquêteurs au niveau de Bassikounou ayant les compétences techniques pour compléter les enquêteurs déjà mobilisés au niveau de Nouakchott.

Les enquêteurs ont été sélectionnés sur la base des critères suivants :

1. Bonne expérience en matière de collecte des données socio-économiques et de sécurité alimentaire/moyens d'existence ;
2. Maîtrise de la langue française ;
3. Bonne connaissance des principales langues du camp, principalement le tamashek, le hassanya, le peulh, le bambara, etc.
4. Bonne capacité de travail en équipe.

Cette équipe d'enquêteurs a été supervisée par **5 superviseurs** expérimentés pour s'assurer de la qualité des informations collectées.

Un expert HEA a été mobilisé pour l'organisation et la supervision de l'enquête. Il a été appuyé par l'équipe de la Coordination Technique et le Département Suivi-Evaluation, Apprentissage et Surveillance d'Action Contre la Faim.

Une formation de cinq (5) jours a été menée auprès de 55 personnes, dont 50 enquêteurs et 5 superviseurs ([annexe 5](#)). La formation a été conduite dans des salles mises à disposition par l'UNHCR dans le camp de Mbera, avant le commencement de l'enquête. Cette formation a porté sur l'animation des focus groups et sur le contenu du questionnaire, ainsi que sur le planning de l'enquête. Elle a été suivie de conseils et d'orientations pour la bonne tenue des enquêtes ([annexe 6](#)).

A la fin de la formation, un test d'une demi-journée a été réalisé sur les outils d'animation et les questionnaires pour s'assurer de la bonne maîtrise des outils de collecte par les enquêteurs et pour corriger les éventuelles lacunes identifiées.

À la suite de ces tests, les équipes d'enquêteurs se sont déployées dans les différents blocs du camp pour animer les focus groups (du 5 au 9 septembre 2017) pour la catégorisation socio-économique.

Quelques jours après les focus groups, les enquêteurs sont revenus dans le camp pour administrer le questionnaire auprès des chefs de ménage, après la validation du questionnaire par l'ensemble des parties prenantes.

5.4 Composition des équipes de collecte des données

Composition et responsabilités de l'équipe

Membre d'équipe	Nombre	Tâches
Expert HEA Action Contre la Faim	1	Produire les outils et questionnaires de l'enquête Faire la formation des enquêteurs Veiller à la qualité de l'enquête et des données Rédiger le rapport de l'enquête
Coordinatrice SEAS (Suivi, Evaluation, Apprentissage et Surveillance) Action Contre la Faim	1	S'assurer de la qualité des données Analyser les données Dégager les premières tendances
Coordinateur SAME (Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence) Action Contre la Faim	1	Appui méthodologique et techniques Conception et validation des outils d'enquête Validation technique du rapport Validation des documents de restitution
Enquêteurs	124	Animer les focus groups pour la catégorisation socio-économique des ménages Administrer les questionnaires auprès des ménages ciblés (correctement et lisiblement) Expliquer d'avance l'objet de leur visite Rapporter toutes les informations utiles obtenues (Partie « Observations »)
Superviseurs	5	Suivre et appuyer les équipes d'enquêteurs Corriger les erreurs des enquêteurs S'assurer de la qualité des données Remonter les éventuelles incohérences rencontrées à l'Expert HEA
Coordinatrice Technique Action Contre la Faim	1	Validation finale du rapport et des documents de restitution Partage des documents finalisés

5.5 Phases de collecte des données sur le terrain

La collecte des données a été faite **en deux phases**.

1. Enquête/discussions auprès de groupes ciblés (focus groups)

La 1^{ère} phase a concerné l'enquête par focus groups (FG) (4 FG par bloc = 4 X 44 = 176 Focus Groups). Il y a eu 4 Focus Group dans chaque bloc selon les sensibilités du camp : un FG constitué des leaders communautaires (au moins 2 femmes), un FG pour les femmes, un FG pour les jeunes (au moins 2 jeunes femmes) et un FG pour les groupes spécifiques (personnes handicapées, femmes chefs de ménages, etc.) (au moins 2 femmes).

Environ 12 personnes/informateurs clés composaient chaque FG soit un total de 2 112 réfugiés dont 792 femmes.

Les participants aux FG ont été désignés par les communautés sur la base de leur connaissance de la zone et de la situation socio-économique des ménages. Les FG ont procédé à la catégorisation des ménages dans leurs blocs et ont fourni les déterminants de la richesse selon la communauté et définit les seuils de ces critères de distinction entre les groupes de richesse ([annexe 7](#)).

Les FG ont été organisés du 5 au 9 septembre 2017.

L'objectif recherché de cette enquête était de :

- Identifier les différents groupes de richesse au sein de la communauté des réfugiés et donner la proportion des ménages pour chaque groupe de richesse ;
- Définir les critères déterminants de la richesse dans le camp ;
- Donner un niveau seuil pour les indicateurs de richesse entre les catégories socioéconomiques identifiées.

2. Enquête auprès des ménages

La 2^{ème} phase a été dédiée à l'enquête auprès des ménages. Elle a été réalisée par l'ensemble des enquêteurs après la collecte des données auprès des FG. Les enquêteurs ont évolué en 62 binômes pour plus d'efficacité et afin d'améliorer la qualité des données.

L'équipe d'enquêteurs a procédé au recensement exhaustif de tous les ménages du camp, sans exception. Un questionnaire pour les ménages a été administré, au cours duquel chaque ménage a déclaré toutes ses caractéristiques à l'enquêteur. L'équipe a été répartie de telle façon que tous les blocs soient couverts par les enquêteurs.

Le questionnaire pour les ménages a été

5.6 Traitement des données

paramétré sous format xlsform² et téléchargé sur les Smartphones et tablettes mises à disposition par le PAM pour la collecte des données. L'utilisation de cet outil a permis de collecter les données d'enquête en mode déconnecté, de les centraliser en temps réel en les envoyant sur un serveur dédié d'Action Contre la faim (ODK Agregate) pour un traitement et une interprétation rapide, une fois la collecte finalisée.

À la suite de l'enquête exhaustive, les données de 13 125 ménages ont été envoyées dans le serveur proGres de l'UNHCR. Après extraction, il est apparu que 448 numéros d'identification proGres se répétaient deux ou plusieurs fois parmi lesquels figuraient des ménages doublons (enquêtés plus d'une fois) et des numéros proGres attribués à plusieurs ménages par erreur de l'enquêteur. Ainsi, une équipe (superviseurs d'Action Contre la Faim) a été envoyée dans le camp pour les corrections. 9 ménages étaient introuvables malgré l'implication des chefs de bloc, 199 étaient des ménages enregistrés au moins deux fois (doublons). Les doublons s'expliquent par le fait que, dans quelques cas, le même numéro proGres a été saisi plusieurs fois à la suite d'une erreur des enquêteurs.

Après suppression des doublons et des introuvables, les données ont été exploitées pour un total de **12 917 ménages** avec un numéro d'identification proGres.

Suite à la collecte, un long travail d'épuration et de nettoyage des données a été réalisé conjointement entre ACF et l'UNHCR afin de rendre les données facilement exploitables. La configuration du plan d'analyse de données et la génération des graphiques d'analyse de données a été faite grâce au langage statistique R en utilisant le paque KobolodeR³. Les données ont ensuite été anonymisées (suppression des variables identifiantes, agrégation des données individuelles au niveau de chaque ménage et traitement des identifiants indirects). Le traitement de l'anonymisation s'est fait avec le package statistique de la banque mondiale SdcMicro⁴.

² <http://xlsform.org>

³ <https://unhcr.github.io/kobolodeR/docs/>
⁴ <http://surveys.worldbank.org/sdcmicro>

6. Analyse des données – Approche HEA

6.1 Analyse des données du FG

La méthodologie HEA a été utilisée afin de catégoriser les ménages en fonction de leur niveau de richesse. Ainsi, des focus groups communautaires ont permis de recueillir des informations d'ordre général et de procéder à la catégorisation socio-économique (déterminants de la richesse et nombre de groupes de richesses dans le camp). C'est la communauté elle-même qui a défini les déterminants de la richesse ainsi que les seuils permettant de faire la distinction entre les groupes de richesse.

Selon les informateurs clés, des différences socio-économiques existent bien entre les ménages dans le camp. Cette différence réside essentiellement dans la taille des ménages, la possession des animaux, autres biens comme les téléviseurs et les panneaux solaires, ainsi les sources de revenus et les stratégies d'adaptation. A part les charrettes qui ont souvent été attribuées à travers des activités génératrices de revenus, très peu de ménages possèdent des équipements productifs des ménages liés aux moyens de déplacement (bicyclettes, motos) et ils n'ont pas été intégrés. Malgré la présence de moyens de déplacement dans le camp (4x4, motos, chameaux...), ces moyens n'ont pas été déclarés par les focus groups comme déterminant de la richesse.

La majorité des focus groups a déclaré l'existence de 4 groupes socioéconomiques : Très pauvre (TP), Pauvre (P), Moyen (M) et Aisés (A). Cependant, 9 focus groups ont mentionné l'existence de 3 groupes de richesse seulement (Très Pauvre, Pauvre et Moyen). Quatre groupes de richesse au sein du camp ont ainsi été retenus.

La proportion des ménages (taux proportionnel) pour chaque groupe socioéconomique et les déterminants de chaque groupe socioéconomique, ressortis dans les focus groups, sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Graphique : Exemple de critères de différenciation entre les ménages

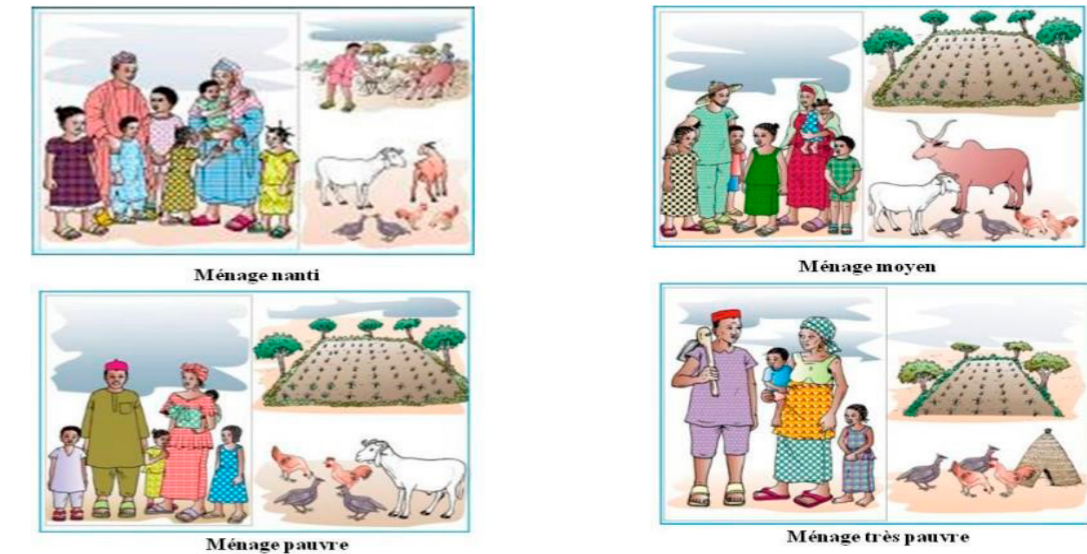


Tableau : Synthèse de la catégorisation socioéconomique des ménages

	Proportion relative % des ménages	Taille du ménage	Bétail	Autres biens	Sources de revenu et nombre d'actifs	Stratégies d'adaptation
Très pauvre	25%	4	Ovins (0) Chèvres (0) Anes (1)	Télévisions / Décodeurs (0) Téléphones (1) Panneaux solaires (0)	Transferts d'espèces Main d'œuvre locale Vente de bois/charbon Petit commerce Actif (1)	Réduction des repas Endettement Travailler Dons
Pauvre	30%	5	Bovins (1 à 2) Ovins (1 à 3) Chèvres (1 à 2) Anes (1)	Charrettes (0 à 1) Télévisions / Décodeurs (0) Téléphones (2) Panneaux solaires (0)	Transferts d'espèces Main d'œuvre locale Vente de bois/charbon Petit commerce Actif (1)	Réduction des repas Endettement Travailler Exode
Moyen	30%	6	Camelins (0 à 2) Bovins (3 à 4) Ovins (4 à 5) Chèvres (3 à 4) Anes (2)	Charrettes (1) Télévisions / Décodeurs (0 à 2) Téléphones (3) Panneaux solaires (1)	Petit commerce Transferts d'espèces Main d'œuvre locale Vente de bois/charbon Actif (2)	Travailler Endettement Exode Vente d'animaux
Aisés	15%	6	Camelins (2 à 4) Bovins (4 et plus) Ovins (5 et plus) Chèvres (5 et plus) Anes (3 et plus)	Charrettes (2) Télévisions / Décodeurs (0 à 3) Téléphones (4 à 5) Panneaux solaires (2)	Petit commerce Transferts d'espèces Emploi salarié Vente bétail sur le troupeau Actif (3)	Travailler Endettement Vente d'animaux

Les pourcentages indiqués dans la seconde colonne du tableau ci-dessus sont basés sur les déclarations des focus groups. Ils représentent une vue globale approximative du camp et des proportions pour chaque catégorie socioéconomique. Il est à noter que les moyens de déplacement sont très peu possédés parmi les ménages c'est pourquoi ils n'ont pas été intégrés dans le

tableau. Malgré la présence de moyens de déplacement dans le camp (4x4, motos, chameaux...), ces moyens n'ont pas été déclarés par les focus groups comme déterminant de la richesse.

6.2 Analyse des données de l'enquête ménage

La catégorisation socioéconomique des ménages définis par les focus groups a été ensuite utilisée pour analyser les données de l'enquête des ménages en utilisant une conversion monétisée et en lissant les déclarations sur les biens par les déclarations sur les revenus.

Les déterminants des groupes de richesse, définis lors des focus groups, ont été convertis en valeur monétaire pour la pondération (*scoring*). Pour déterminer le groupe de richesse/catégorie socioéconomique de chaque ménage enquêté, nous multiplions sa possession en biens déterminés par leur valeur monétaire en utilisant un dénominateur. Le score permet de classer/déterminer la catégorie socioéconomique du ménage.

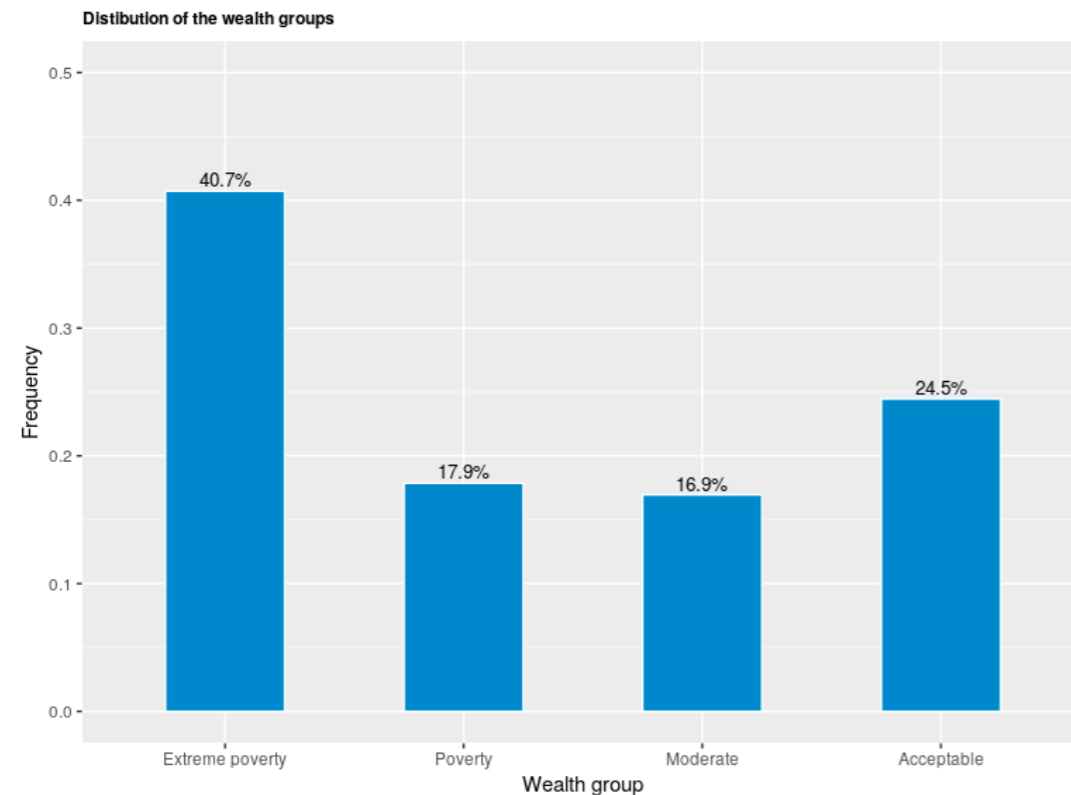
Les principes de base de la consolidation de l'approche HEA ont été utilisés. Il s'agit de rechercher la valeur modale à chaque fois qu'un indicateur est à établir. Lorsqu'une valeur modale ne se dégage pas pour un indicateur donné, des calculs de moyenne sont effectués en ne perdant pas la logique de cohérence entre les différents groupes de richesse identifiés.

Après application de cette formule, il apparaît que le groupe le plus vulnérable (extrêmement vulnérable) est le plus important.

Tableau : Calcul HEA

Classification Economique des Ménages	Revenus (MRO)				
	< 17 271	17 272 - 23 046	23 047 - 32 783	> 32 783	
Valeur des Actifs	< 1.34	Très Pauvre	Pauvre	Moyen	Nantis
	1.34 - 18.4	Pauvre	Pauvre	Moyen	Nantis
	18.4 - 44.43	Moyen	Moyen	Moyen	Nantis
	> 44.43	Nantis	Nantis	Nantis	Nantis

Figure : Pourcentages des ménages par catégorie socioéconomique



Les proportions par catégorie socioéconomique définies dans le cadre de l'exercice avec les focus groups sont basées sur leurs déclarations. Ils représentent une vue globale approximative du camp et des proportions pour chaque catégorie socioéconomique.

Ceci explique les différences des proportions par catégorie socioéconomique entre les résultats des focus groups et ceux suite aux enquêtes au sein de tous les ménages, qui reflètent la réalité intrinsèque de chaque ménage.

7. Analyse des données - Points clés

7.1 Analyse des résultats des données collectées.

Un séminaire a été organisé par l'UNHCR, du 27 février au 02 mars 2018 dans ses bureaux à Bassikounou, avec la participation de tous les acteurs humanitaires présents dans le camp. L'objectif était d'analyser les résultats des données collectées. Des graphiques, autour de thématiques

(protection, nutrition, éducation...), ont été présentés afin de voir s'ils représentaient bien la réalité du camp. Cet atelier a permis de collecter des informations qualitatives afin d'affiner les analyses des données quantitatives obtenues suite aux enquêtes auprès des ménages. Les résultats des données ont été confirmés ou infirmés, et approfondis en s'appuyant sur la connaissance du contexte du camp par les partenaires.

7.2 Analyse de la pauvreté

Constats	Points clés
<p>Le niveau de pauvreté des ménages est extrêmement élevé en comparaison avec des études similaires pour la population hôte</p>	<p>La méthode HEA, dans le cadre de ce test pour une population réfugiée dans un camp, offre certaines limitations :</p> <p>Biais déclaratifs: sachant que l'enquête serait utilisée à des fins de ciblage, il y a une possibilité importante pour que les ménages aient eu tendance à sous-estimer délibérément leurs revenus ;</p> <p>Les données ont été collectées dans le but de procéder à une enquête statistique, garantissant la confidentialité des réponses des bénéficiaires. Il n'est dès lors pas possible d'utiliser leurs réponses pour déterminer les paquets d'assistance auxquels ils seront attitrés</p>

Le niveau de pauvreté des ménages est extrêmement élevé (40,7%) en comparaison avec des études similaires pour la population hôte. Néanmoins, dans cette analyse, l'HEA présente des limitations.

Il y a une forte possibilité de biais déclaratifs, ayant les ménages tendance à sous-déclarer leurs revenus réels.

7.3 Analyse de la dépendance

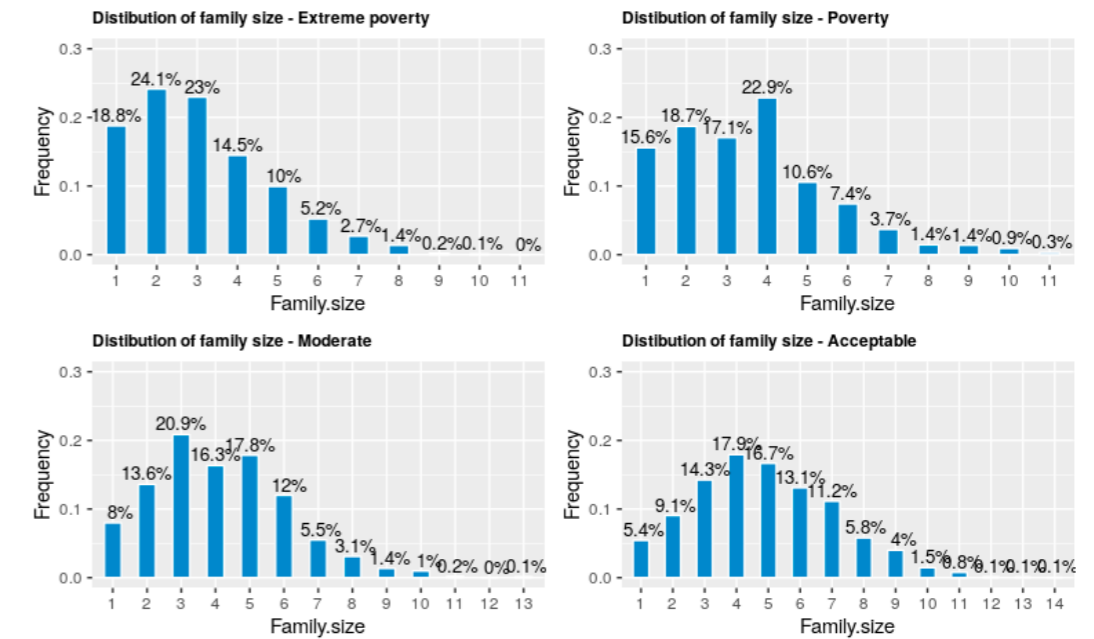
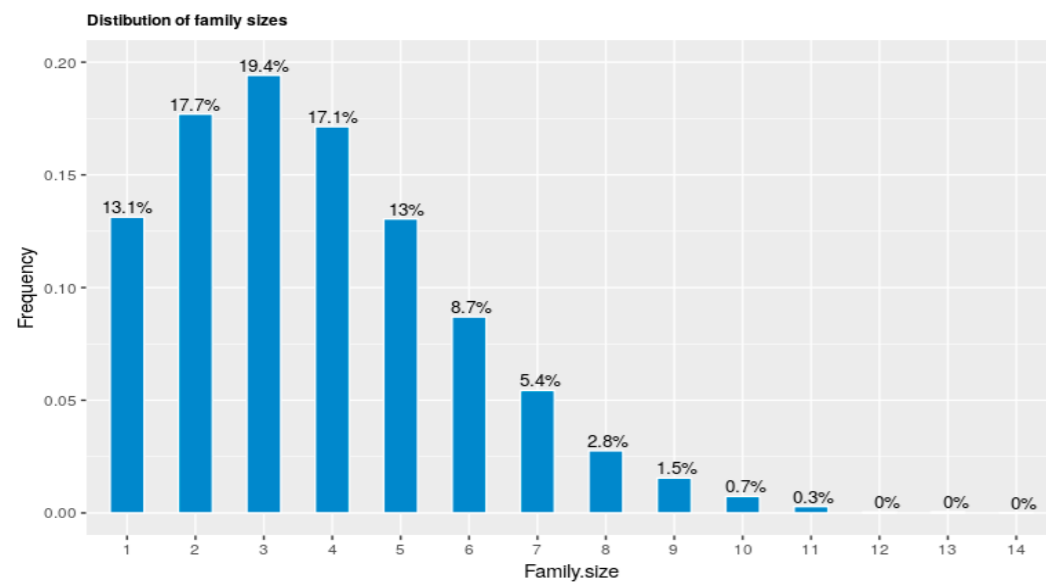
Constats	Points clés
Les différentes dimensions de dépendance (taille des ménages, âge et sexe du chef de ménage, nombre de bras valides par ménage, nombre d'enfants en âge d'être scolarisés) sont associées au niveau de pauvreté des ménages.	Prendre en compte les indicateurs taille des ménages, âge et sexe du chef de ménage, nombre de bras valides par ménage, nombre d'enfants en âge d'être scolarisés lors du ciblage de l'assistance

Taille des ménages

Dans l'ensemble du camp, plus de 50 % des ménages sont composés d'une à trois personnes. La taille des ménages est réduite car certains membres du camp sont en dehors du camp ou absent pour aller accompagner le bétail, travailler comme

berger, ou faire des travaux journaliers en dehors du camp...) pendant une longue période et sont donc désactivés. De plus, plus le ménage est vulnérable et plus la taille du ménage est réduite.

Figure : Taille des ménages dans le camp et par catégorie socioéconomique

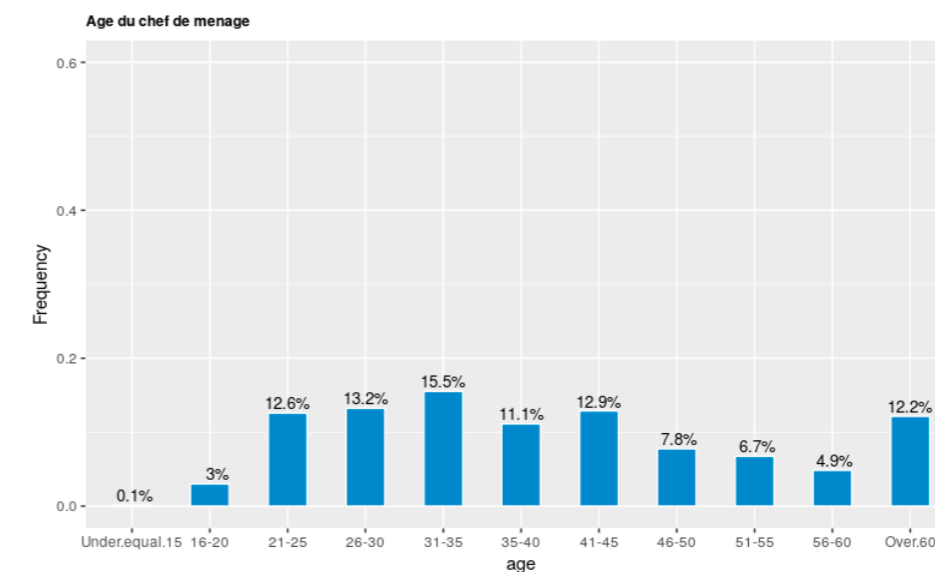


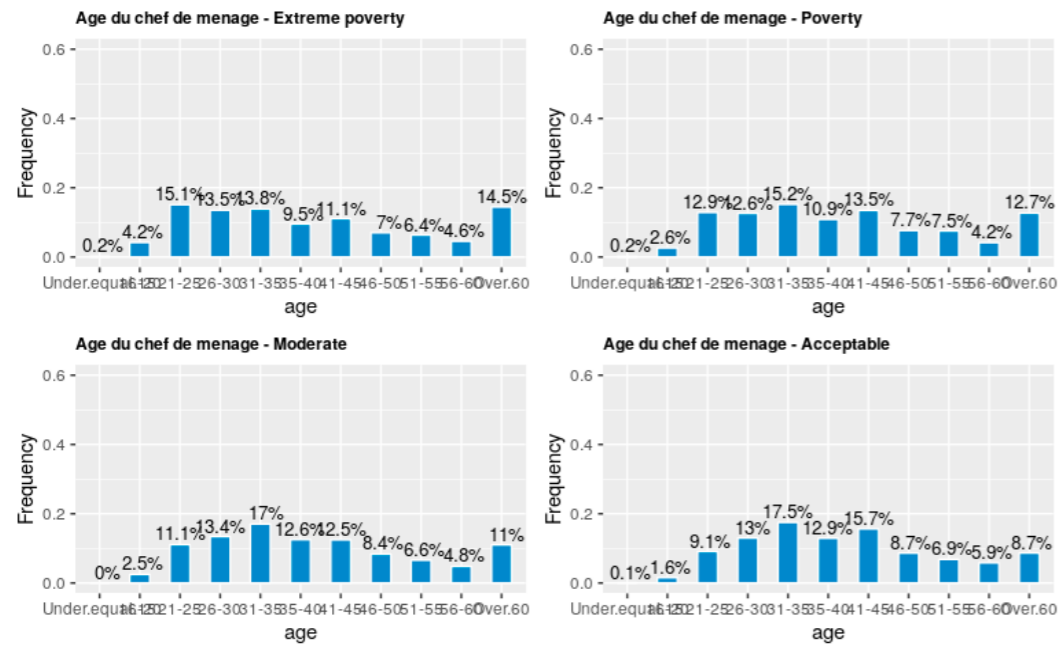
Age du chef de ménage

La grande majorité des chefs de ménage, quel que soit la catégorie socioéconomique, est adulte (entre 18 et 65 ans). Les chefs de ménage mineurs sont très peu présents.

Les chefs de ménage de plus de 65 ans sont plus représentés chez les ménages extrêmement pauvres avec 10%.

Figure : Age du chef de ménage par catégorie socioéconomique



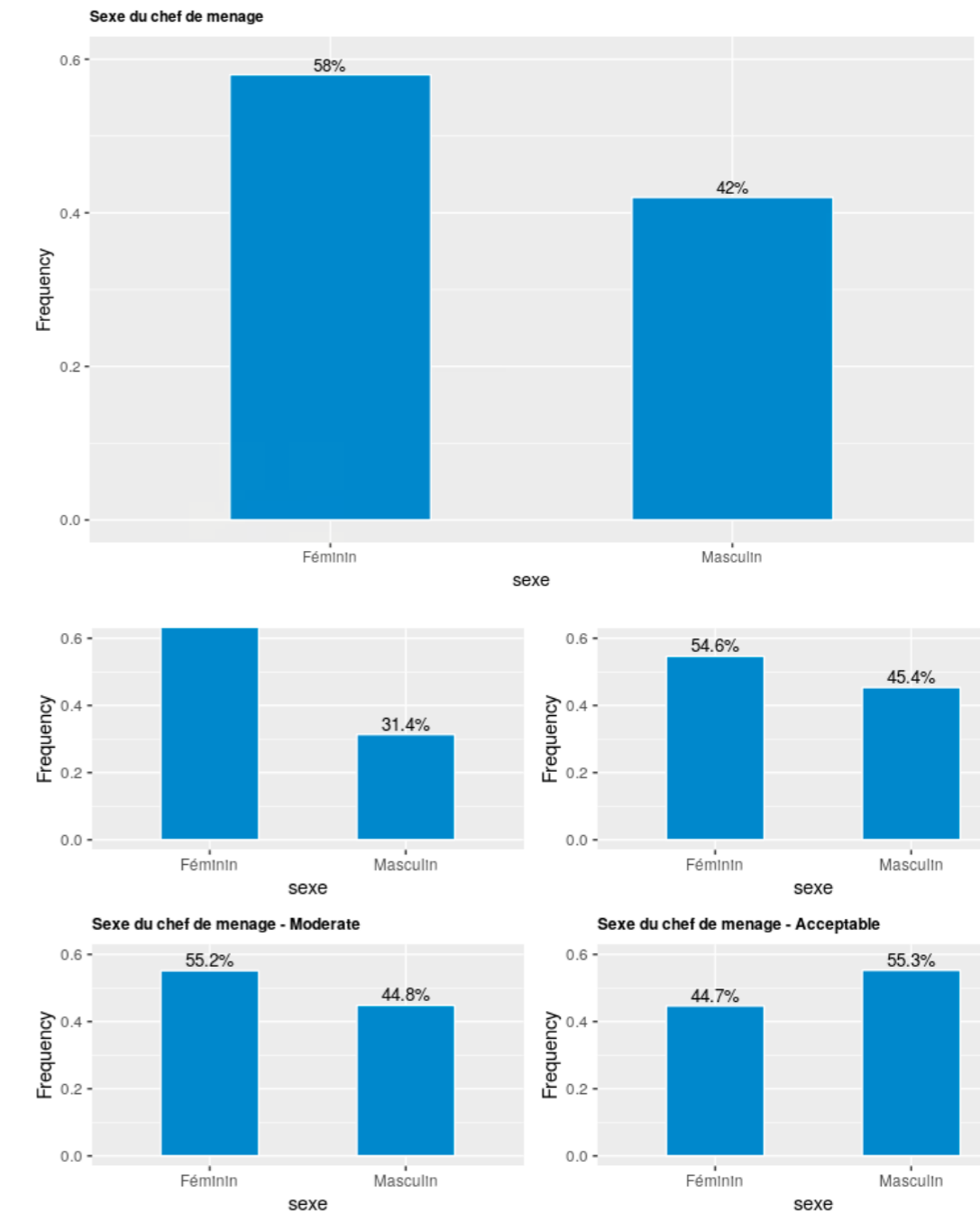


Sexe du chef de ménage

Près de 56% des ménages sont dirigés par des femmes. Cette situation est vraisemblablement due aux déplacements des hommes qui sont souvent en voyage en dehors du camp, en transhumance avec le cheptel. Elle est aussi liée aux forts taux de divorce dans le camp.

La proportion des femmes chef de ménage chez les extrêmement pauvres est très élevée (68%). Cette situation s'explique par le manque d'opportunités pour les femmes à accéder à des activités pourvoyeuses de revenus décents.

Figure : Sexe du chef de ménage par catégorie socioéconomique

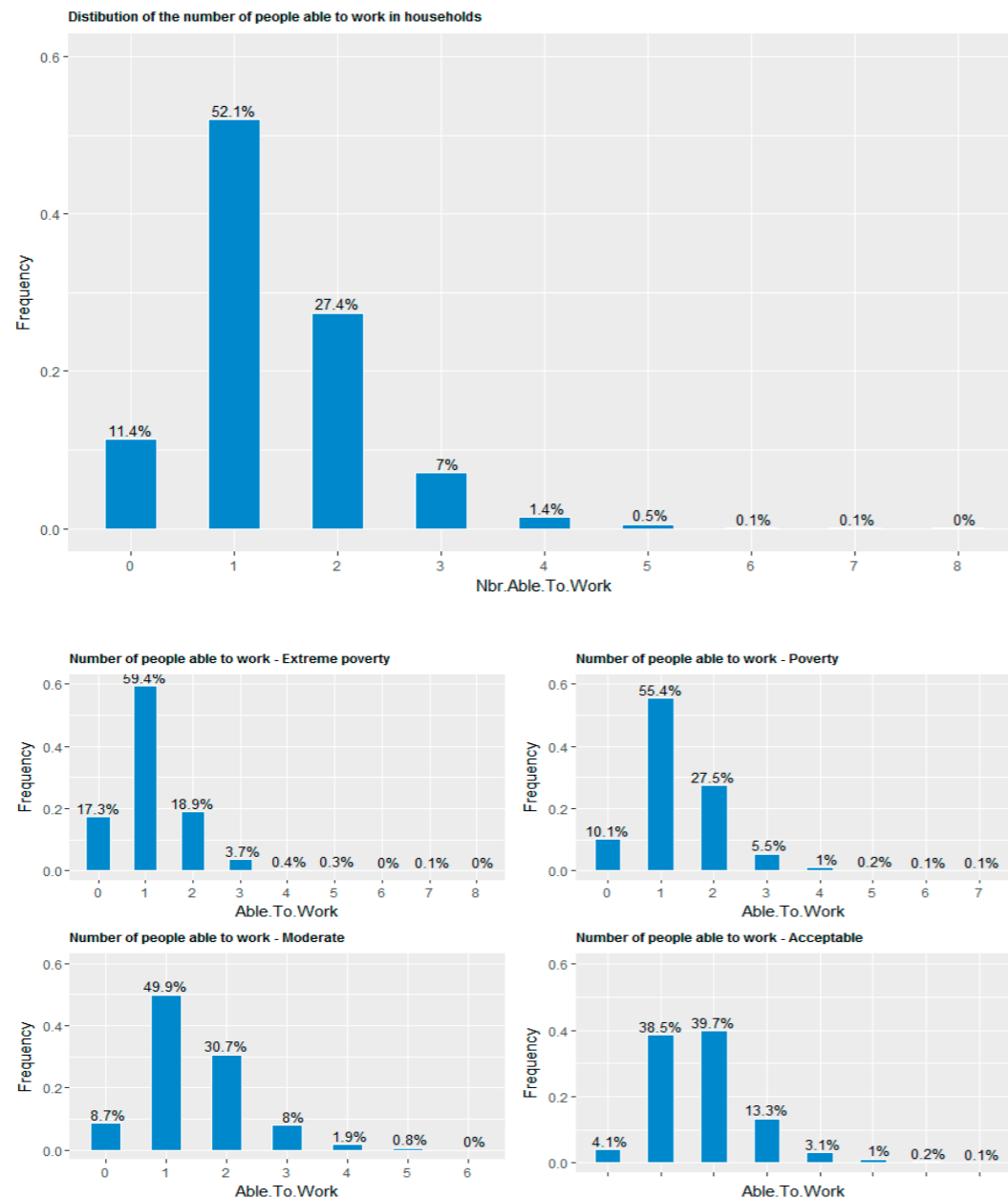


Nombre de bras valides par ménage

Plus le ménage est vulnérable et moins il a de possibilité d'exercer des activités de bras valides. (moins de possibilités de revenus suffisants).

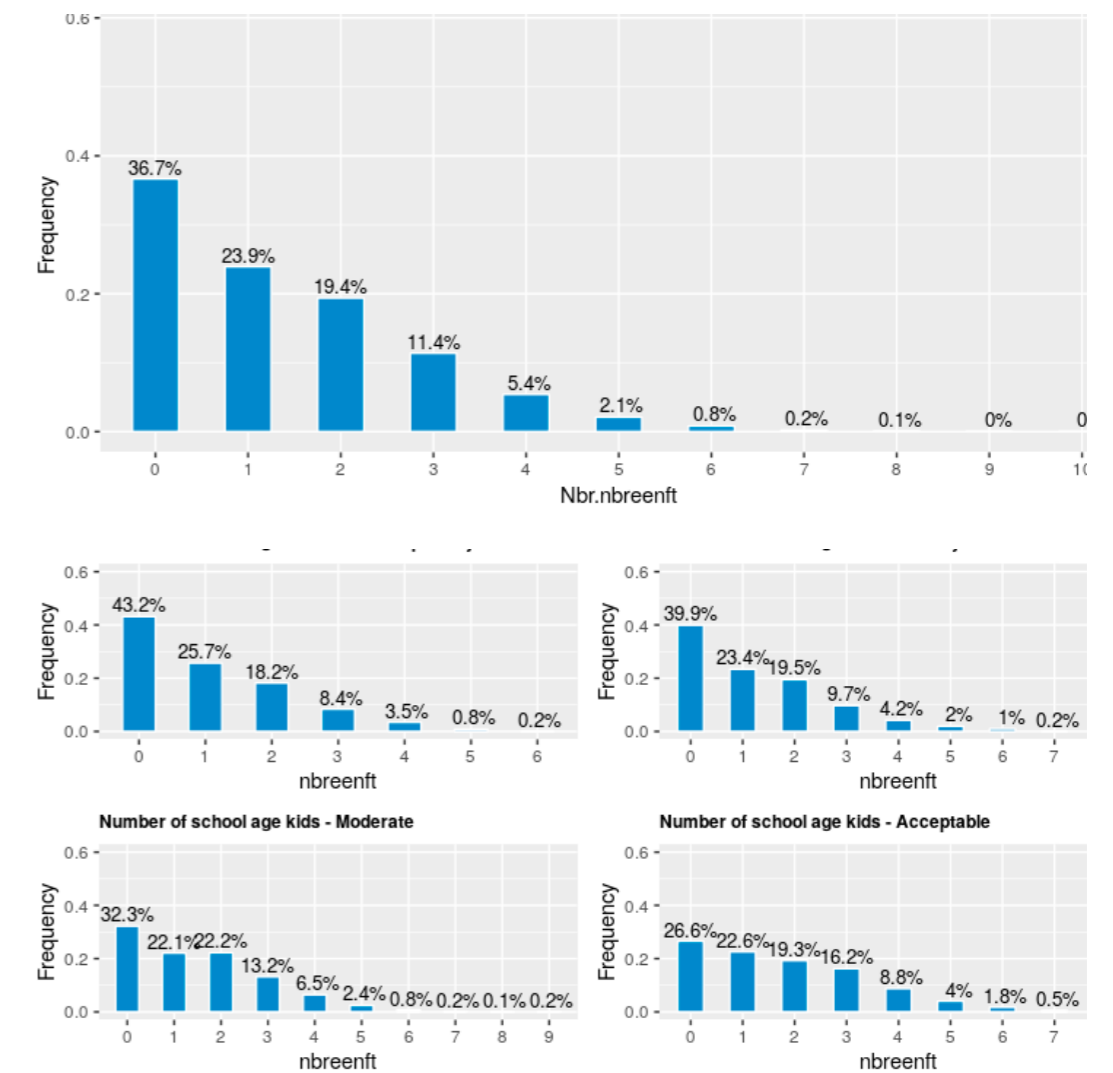
L'absence de bras valides a un impact sur la vulnérabilité économique du ménage (moins

Figure : Nombre de bras valides par ménage dans l'ensemble du camp



Nombre d'enfants en âge d'être scolarisés ont ainsi moins d'enfants en âge d'être scolarisés. Les ménages les plus pauvres, ayant moins d'enfants que les ménages moins pauvres,

Figure : Nombre d'enfants par ménage en âge d'être scolarisés sur l'ensemble du camp



7.4 Niveau d'éducation et accès à l'école

Constats	Point-clés
<p>30,6% des enfants du camp ne sont pas scolarisés malgré la présence et la gratuité des écoles. Nombre plus élevé de femmes que d'hommes sans éducation Le niveau d'instruction est plus élevé chez les hommes que chez les femmes</p>	<p>Renforcer la sensibilisation pour combiner l'enseignement coranique et l'école classique et renforcer la scolarisation des jeunes filles sur tout le cycle éducatif Organiser des campagnes de sensibilisation pour l'éducation des filles Campagnes de sensibilisation spécifique sur les enfants non scolarisés.</p>
<p>Plus de 60 % des ménages qui n'envoient pas leurs enfants à l'école évoquent le manque d'intérêt comme raison principale. Plusieurs raisons peuvent motiver ce manque d'intérêt : besoin de garder ces enfants pour des travaux journaliers, comme sources de revenus, mais aussi des raisons traditionnelles et/ou religieuses.</p>	<p>Campagnes de sensibilisation spécifique sur les enfants non scolarisés. Renforcer la sensibilisation pour combiner l'enseignement coranique et l'école classique</p>
<p>Le manque de ressources qui est clairement plus représenté chez les ménages extrêmement vulnérables.</p>	<p>Assurer la gratuité du matériel scolaire durant toute l'année</p>

Niveau d'Éducation des adultes dans les ménages

Figure : Nbr d'individus adultes avec instruction fondamentale dans le ménage

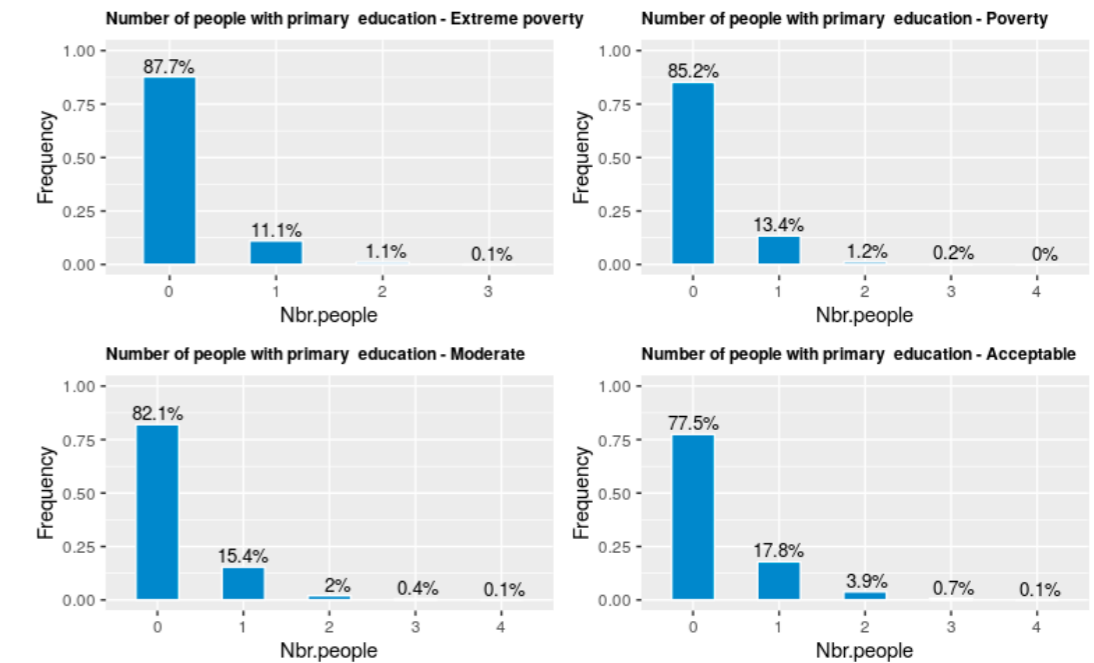
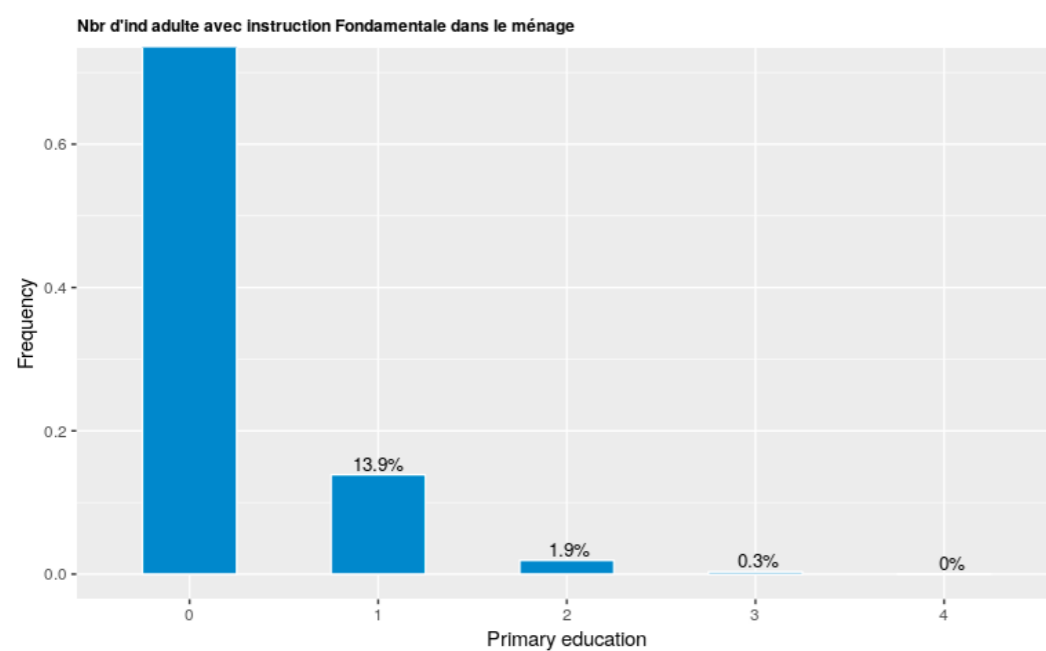
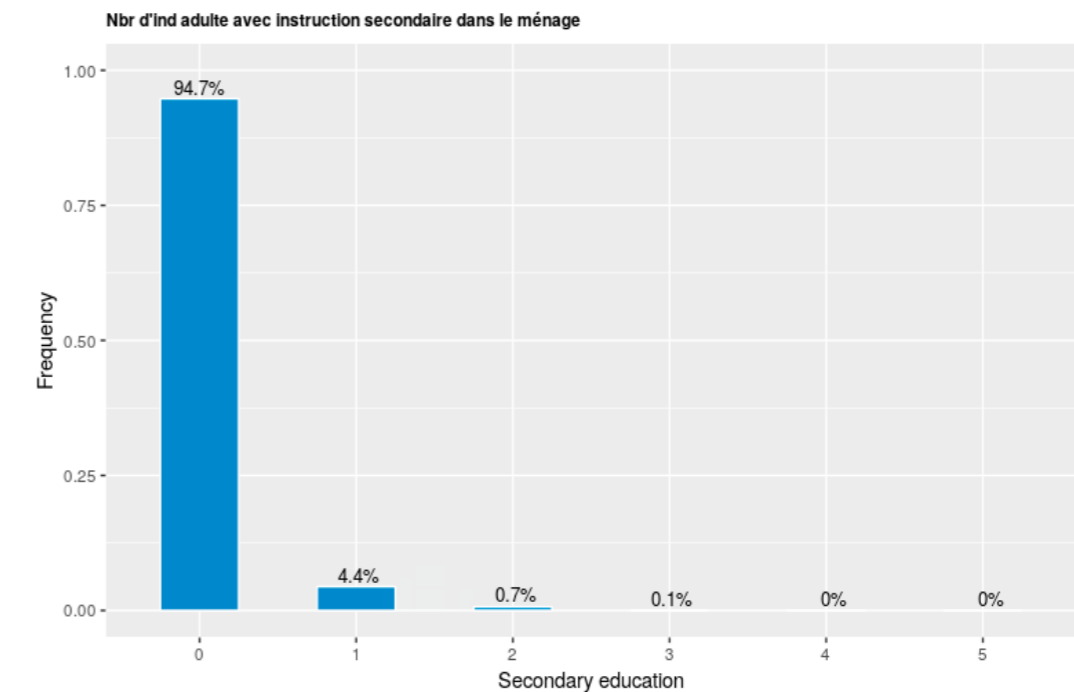


Figure : Nbr d'individus adultes avec instruction secondaire dans le ménage



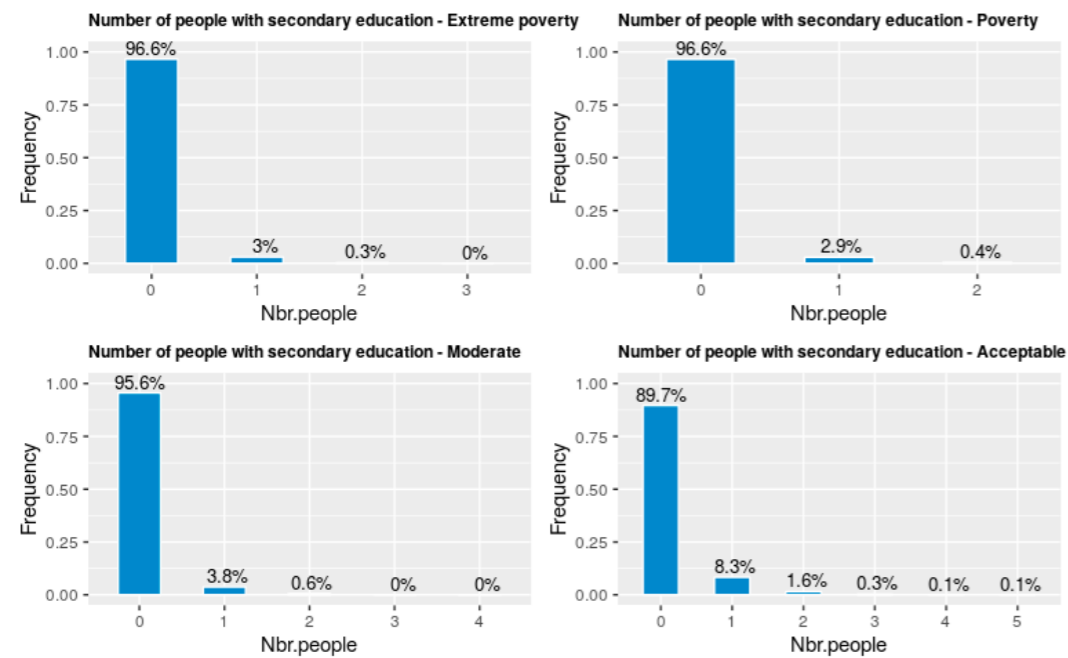
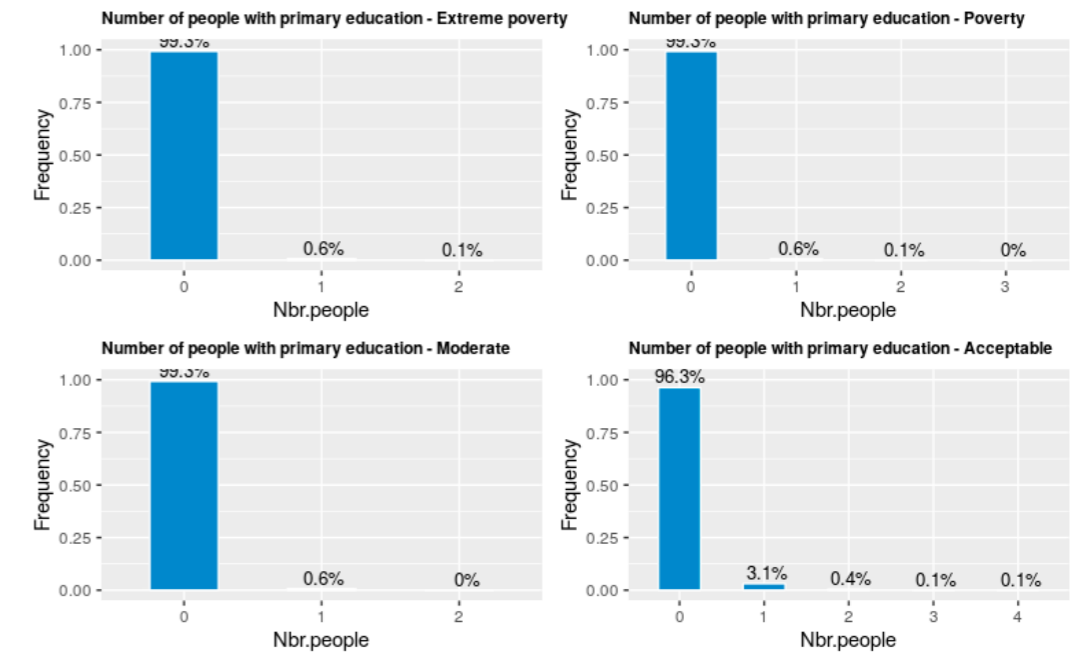
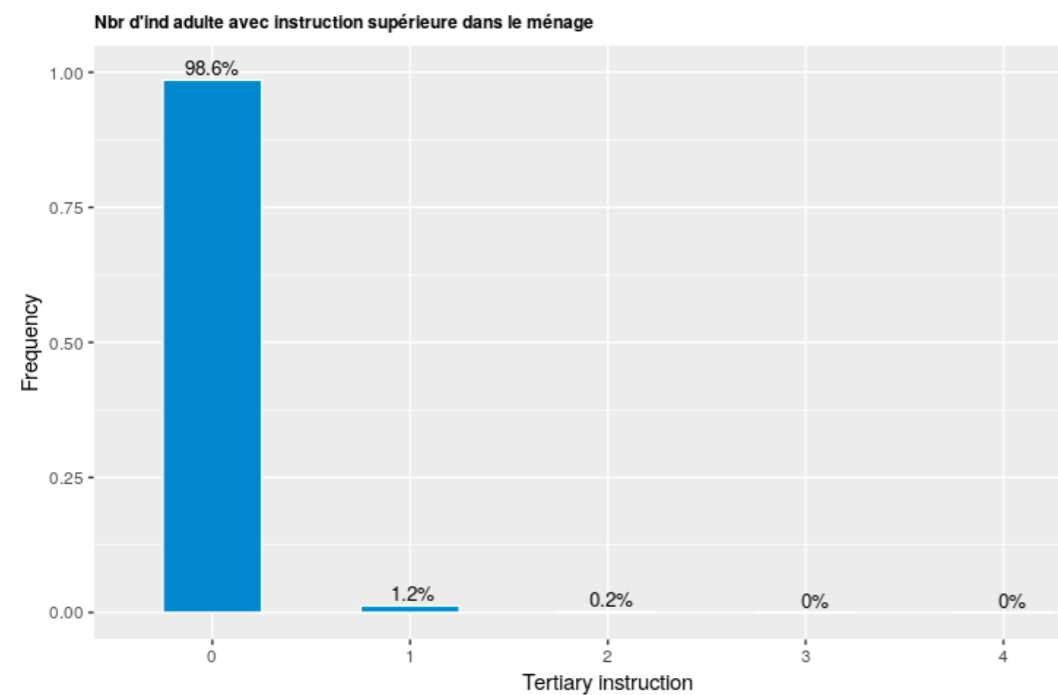


Figure : Ecole supérieure



Éducation des enfants

Le tableau ci-dessous présente le nombre d'enfants scolarisés sur la population totale des enfants du camp. Cette analyse exclut donc les ménages qui n'ont pas d'enfants.

30,6% des enfants du camp ne sont pas scolarisés malgré la présence et la gratuité des écoles.

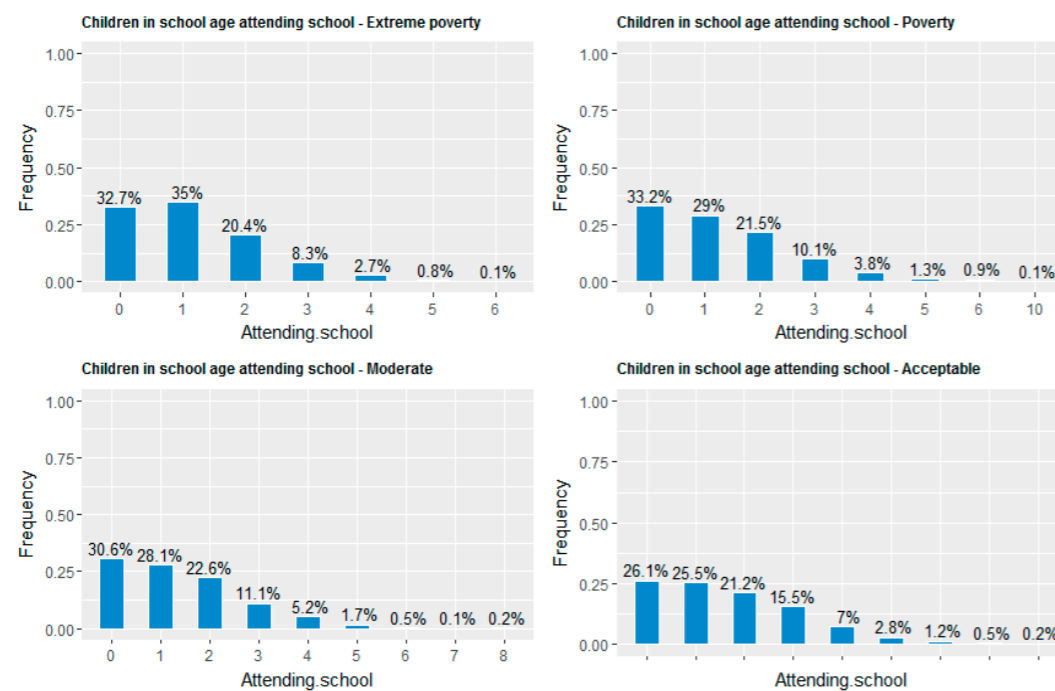
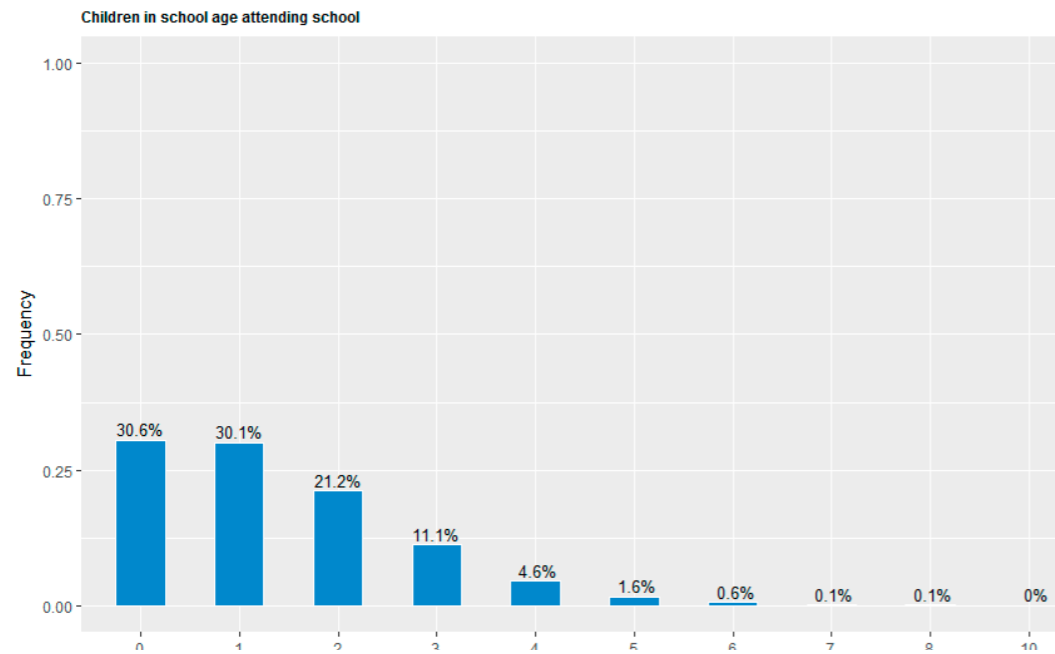
Dans le camp, il y a 6 écoles, un collège et un lycée. Il y a aussi une bonne couverture du camp par les écoles. De plus deux écoles primaires sont en cours d'extension. Il est à noter qu'un extrait de naissance des enfants n'est pas nécessaire.

Les données montrent la scolarisation des enfants n'a pas de corrélation avec la catégorie socioéconomique.

Dans le camp, il y a 6 écoles, un collège et un lycée. Il y a aussi une bonne couverture du camp par les écoles. De plus deux écoles primaires sont en cours d'extension. Il est à noter qu'un extrait de naissance des enfants n'est pas nécessaire.

Les données montrent la scolarisation des enfants n'a pas de corrélation avec la catégorie socioéconomique.

Figure : Nombre d'enfants scolarisés par ménage ayant des enfants



La principale raison de la non scolarisation des enfants est le manque d'intérêt pour la scolarisation pour 62,5% des ménages enquêtés. Pour 20,6% des ménages enquêtés, les raisons sont les suivantes :

- enfant de berger, difficulté à parler,
- mariage,
- maladie,
- absence d'extrait de naissance,
- enfant qui travaille,
- manque d'école dans le pays d'origine,
- manque d'intérêt pour l'école,
- négligence,
- préférence pour l'école coranique,
- refus des enfants, des parents ou du marabout.

est gratuite) est évoqué par 14,4% des ménages enquêtés, la fermeture de l'école par 1,9% des ménages et le manque d'enseignants par 0,6% des ménages. Comme exprimé plus haut, les ménages priorisent l'école coranique par rapport à l'école officielle notamment pour les jeunes filles.

Les pourcentages représentant le manque d'intérêt pour la scolarisation des enfants sont très similaires entre les quatre catégories socioéconomiques. Il n'y aurait pas de corrélation nette entre la catégorie socioéconomique et les raisons de la non scolarisation, excepté pour le manque de ressources qui est clairement plus représenté chez les ménages extrêmement vulnérables.

De plus, le manque de ressources (qui est également un manque d'intérêt car l'école

Figure : Ménage a au moins 1 enfant déclarant une occupation

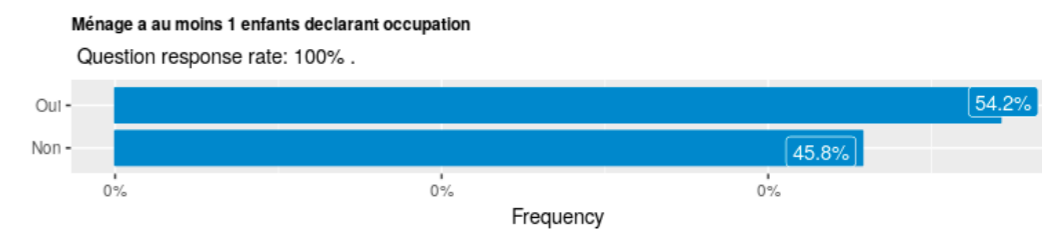
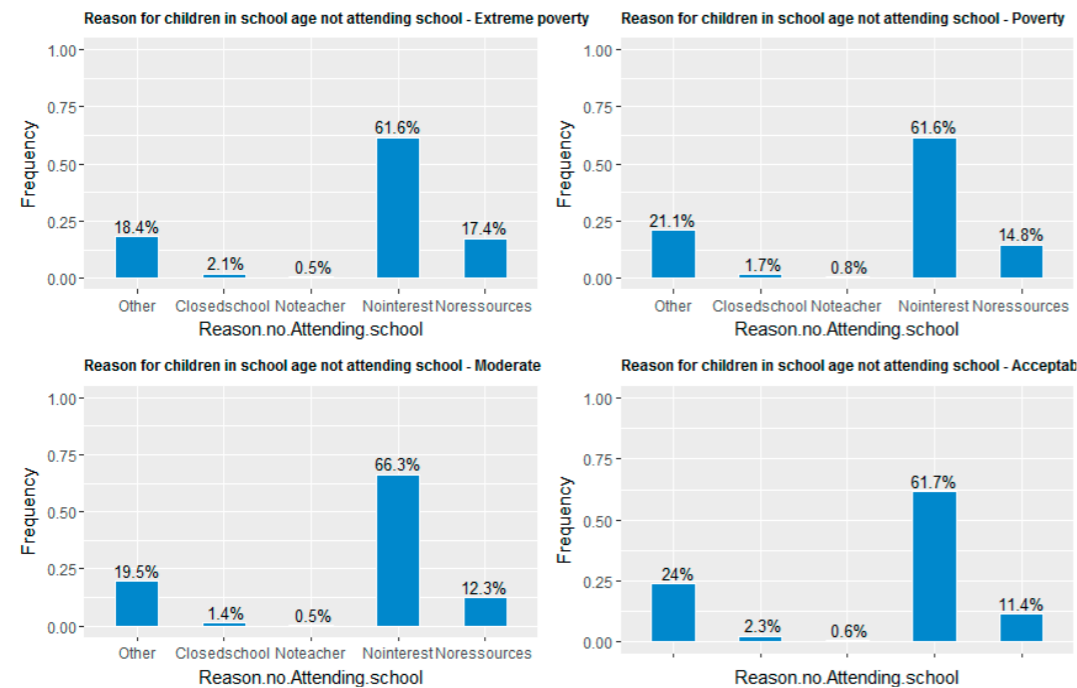
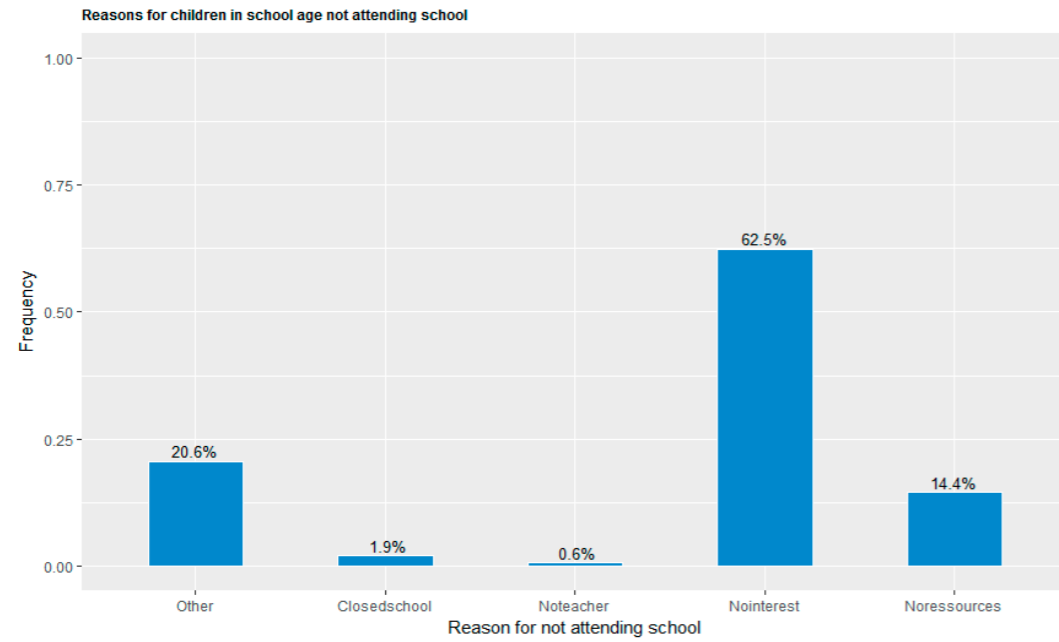


Figure : Raisons de la non scolarisation des enfants

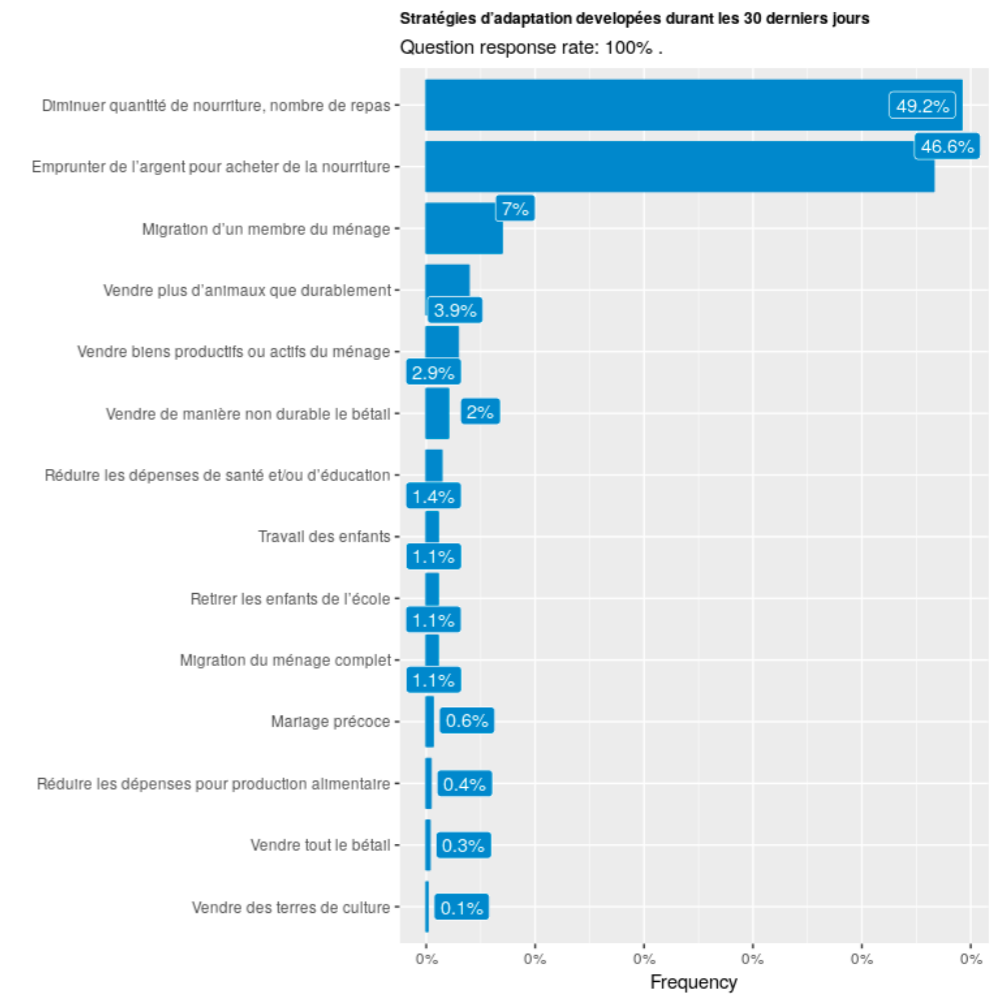


7.5 Stratégies d'adaptation

Constats	Point-clés
<p>La diminution des quantités de nourriture et l'emprunt de l'argent pour de la nourriture ressortent comme étant les deux stratégies d'adaptation dominantes dans chaque groupe de vulnérabilité.</p> <p>La migration d'un membre du ménage est une pratique très citée par les ménages enquêtés. Cette pratique est liée au statut socio-économique des ménages, où elle augmente avec le niveau de richesse des ménages. Les ménages les moins vulnérables ont plus de capacités de migration pour s'adapter à une situation difficile car ils ont les moyens d'envoyer des migrants et de la famille en dehors du camp et à l'étranger.</p> <p>Le mariage précoce des membres de la famille n'est pas utilisé comme stratégie d'adaptation mais plutôt lié aux habitudes socio-culturelles des réfugiés. Il n'est pas lié au statut socio-économique du ménage.</p>	<p>Pousser l'analyse pour comprendre les raisons économiques et socio-culturelles de l'utilisation de ces stratégies</p> <p>Assurer un suivi de cet indicateur de façon régulière au niveau de la communauté.</p> <p>Continuer à apporter une assistance alimentaire aux communautés pour éviter le recours à ces stratégies.</p> <p>Réaliser des interventions protégeant les moyens d'existence des ménages.</p> <p>Campagnes de sensibilisation sur les risques liés au mariage précoce</p> <p>Mettre en place des comités de veille par rapport au mariage précoce des jeunes filles</p> <p>"Focus on best interest determination"</p>

Fréquence de Stratégies d'adaptation

Figure : Stratégie d'adaptation



Au-delà du type de stratégie d'adaptation, il n'a pas été possible d'identifier leur ampleur et de savoir si elles évoluent de stratégies « normales et saisonnières » en stratégies dommageables pour le mode de vie des ménages telles que la décapitalisation pour pastoralisme ou la vente des champs pour un agriculteur, par exemple. Cette quantification n'était pas intégrée (non prévue) dans les questionnaires utilisés pour l'enquête.

Les ménages extrêmement pauvres utilisent des stratégies d'adaptation moins dommageables que les moins pauvres. Toutes les autres stratégies d'adaptation – de proportions moindres – sont légèrement plus pratiquées chez les ménages pauvres modérés et moins pauvres. Ceci s'explique par les capacités de ces ménages qui leur permettent d'avoir recours à des stratégies diverses : vente de bétail (les plus pauvres n'ont pas de bétail), retirer un enfant de l'école (les plus pauvres ont moins d'enfants scolarisés). Les ménages les moins pauvres ont plus de capacités de migration pour s'adapter à une situation difficile car ils ont les moyens d'envoyer des membres de la famille et ont de la famille au-delà du camp et à l'étranger. Ainsi, de fait, les ménages extrêmement pauvres utilisent des stratégies d'adaptation moins dommageables que les moins pauvres.

Dans ce cas, nous ne sommes pas dans un contexte d'économie normale. Les ménages les plus vulnérables dépendent principalement de l'assistance humanitaire

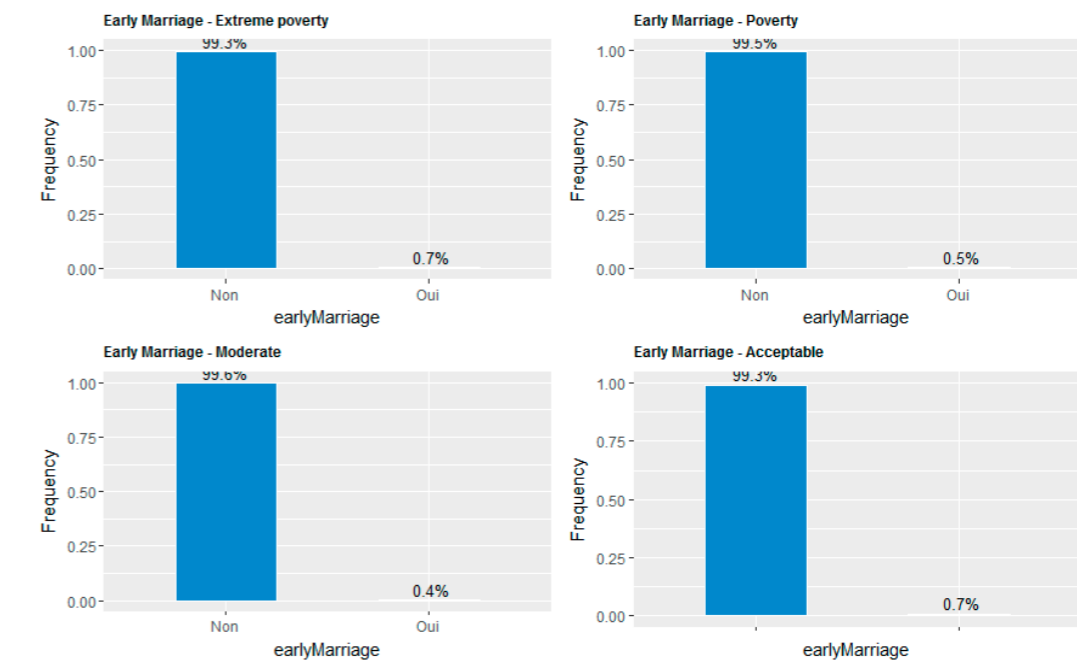
et donc développent peu de stratégies d'adaptation dommageables par rapport aux plus aisés qui ont plus d'options pour faire face à une situation compliquée (retirer les enfants de l'école, vente de biens productifs, vendre plus d'animaux que d'habitude...). Il faut souligner que la vente excessive du bétail constitue une stratégie érosive d'adaptation pour les ménages pastoraux qui perdent leurs moyens d'existence.

Mariage précoce

Le mariage précoce des membres de la famille ne semble pas être utilisé comme stratégie d'adaptation par les ménages enquêtés mais plutôt comme un moyen de protéger les filles des violences sexuelles et des grossesses non désirées. Il n'est pas lié au statut socio-économique du ménage.

Le mariage précoce des membres des ménages est pratiqué par 0,7% des ménages extrêmement vulnérables, par 0,5% des ménages vulnérables et par 0,7% des ménages moins vulnérables. Les écarts entre groupes sont pratiquement insignifiants. Le mariage précoce apparaît comme n'étant pas une stratégie d'adaptation mais plutôt comme un moyen de protéger les filles des violences sexuelles et des grossesses non désirées. Cette pratique fait partie des habitudes socioculturelles des réfugiés et ne consiste pas à obtenir quelque chose en échange.

Figure : Mariage précoce des membres de la famille par catégorie socioéconomique



7.6 Abris des ménages

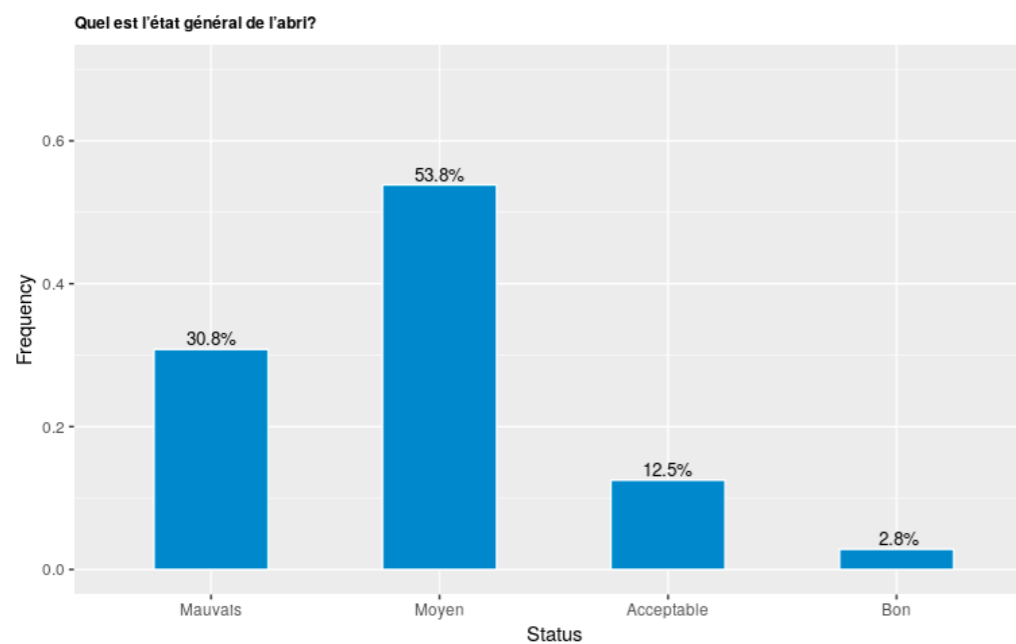
Constats	Point-clés
<p>Les abris sont encore considérés parmi les besoins principaux des ménages.</p> <p>30,8 % (pourcentage élevé) des ménages déclarent que leurs abris sont en mauvais état.</p> <p>On observe des pics d'insatisfaction (mauvais) en 2013 et 2015.</p>	<p>Nécessité d'appuyer les réfugiés dans le secteur des abris pour améliorer la situation du logement.</p> <p>Discuter avec les communautés sur les façons de pouvoir améliorer la qualité des abris</p> <p>Renouveler les abris des ménages du camp avec des matériaux plus solides en privilégiant des abris semi-durables ou durables</p> <p>Formation des ouvriers locaux sur la fabrication des abris solides et de qualité</p> <p>Mettre en place système de remplacement ou de réhabilitation régulière des abris en cas de besoin (dégradation).</p> <p>Adapter les abris aux habitudes socio-culturelles des réfugiés.</p>
<p>Plus le ménage est pauvre/vulnérable et plus son appréciation de l'état de l'abri est mauvaise. Ceci s'explique par le manque de moyens de ces ménages pour améliorer les abris. Il est à noter une différence importante entre l'appréciation des abris par les extrêmement vulnérables (mauvais : 40,8%) et les moins vulnérables (mauvais : 18,4%). Plus le ménage est vulnérable et moins il dépense pour les abris et un nombre important de ménages dans le camp dépense pour améliorer leurs abris (71,8%)</p>	<p>Focus sur les catégories socioéconomiques les plus vulnérables</p>

Parmi les premiers besoins des ménages enquêtés, le besoin d'appui en abris est à la troisième place avec 21% des ménages.

Dans l'ensemble du camp, 30,8 % (pourcentage élevé) des ménages déclarent que leurs abris sont en mauvais état. Cette

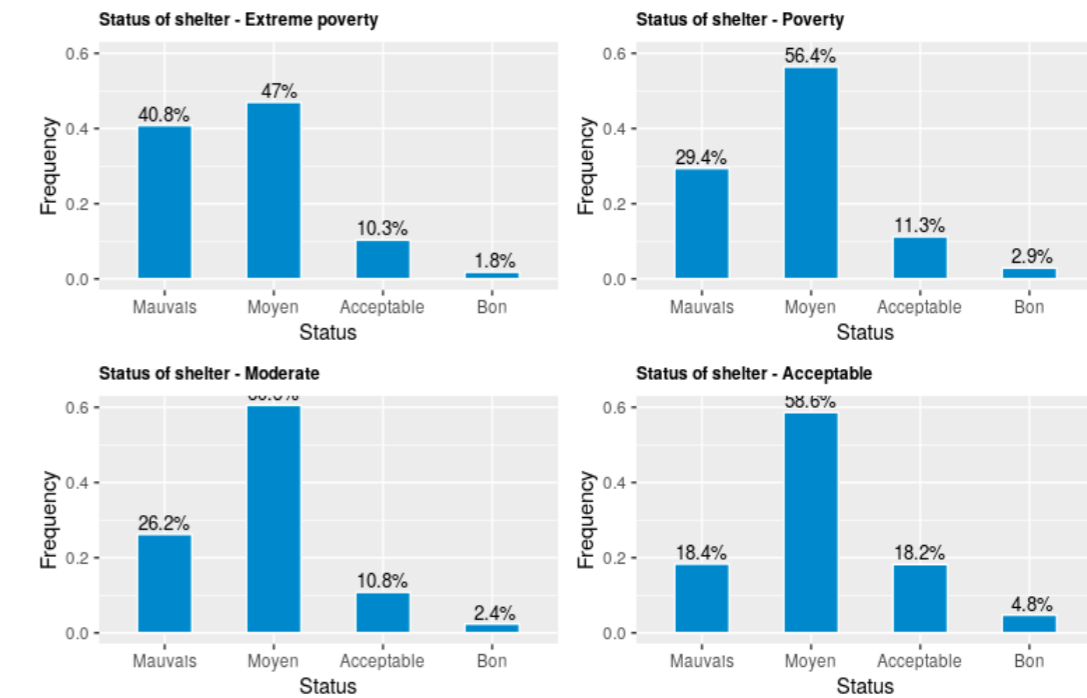
situation s'explique par le fait qu'il y a beaucoup d'abris anciens qui datent du début de l'installation du camp. C'est également lié à certaines intempéries (pluies et vents violents) qui ont touchées le camp lors des saisons des pluies qui provoquent des dégâts au niveau des abris.

Figure : Appréciation générale de l'état des abris dans le camp



Il ressort de la figure ci-dessous que plus le ménage est pauvre/vulnérable et plus son appréciation de l'état de l'abri est mauvaise. Ceci s'explique par le manque de moyens de ces ménages pour améliorer les abris. Il est à noter une différence importante entre l'appréciation des abris par les extrêmement vulnérables (mauvais : 40,8%) et les moins vulnérables (mauvais : 18,4%).

Figure : Appréciation de l'état des abris par catégorie socioéconomique

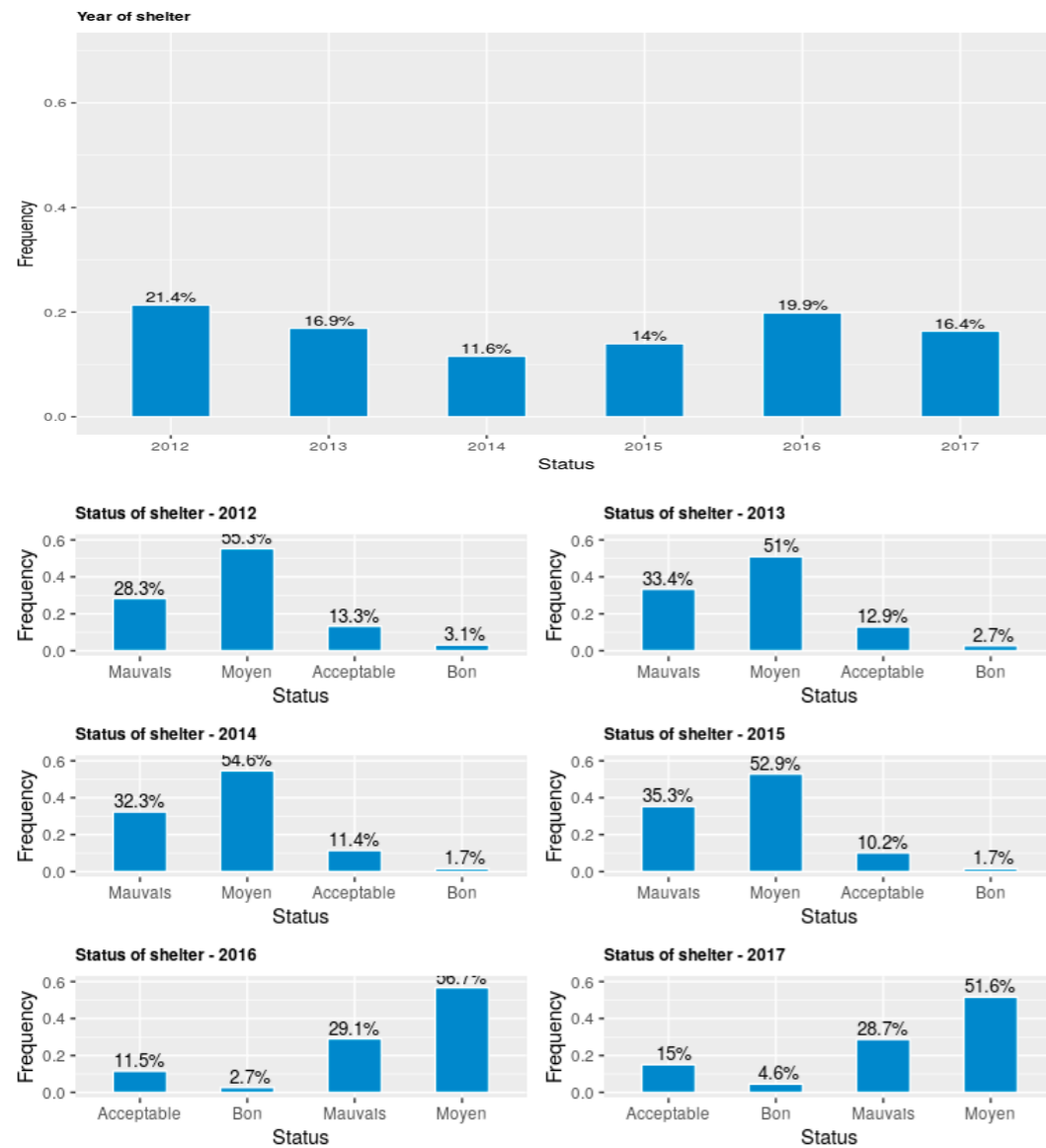


La construction des abris a été échelonnée dans le temps. Elle a commencé en 2012 et s'est poursuivie en 2017. L'appréciation qualitative de l'état des abris des ménages est différente selon les années de construction. On observe des pics d'insatisfaction (mauvais) en 2013 et 2015. En effet, pour 2013 cela s'explique car en 2012, pour répondre à l'urgence, des abris standards de l'UNHCR ont été distribués. Cependant ces abris d'urgence ont une durée de vie d'un peu plus d'un an au-delà de laquelle du fait de l'exposition à la lumière et à la chaleur, les cordes se mettent à casser. En 2015, il y a eu un problème d'acheminement et de livraison du bois à Bassikounou qui était un élément clé des kits abris. Ainsi, en 2015, les abris n'étaient

pas complets.

Il est également important de relever que l'appréciation des abris de 2017 est meilleure que celle des années précédentes, car les abris sont récents avec une amélioration de la qualité des kits distribués.

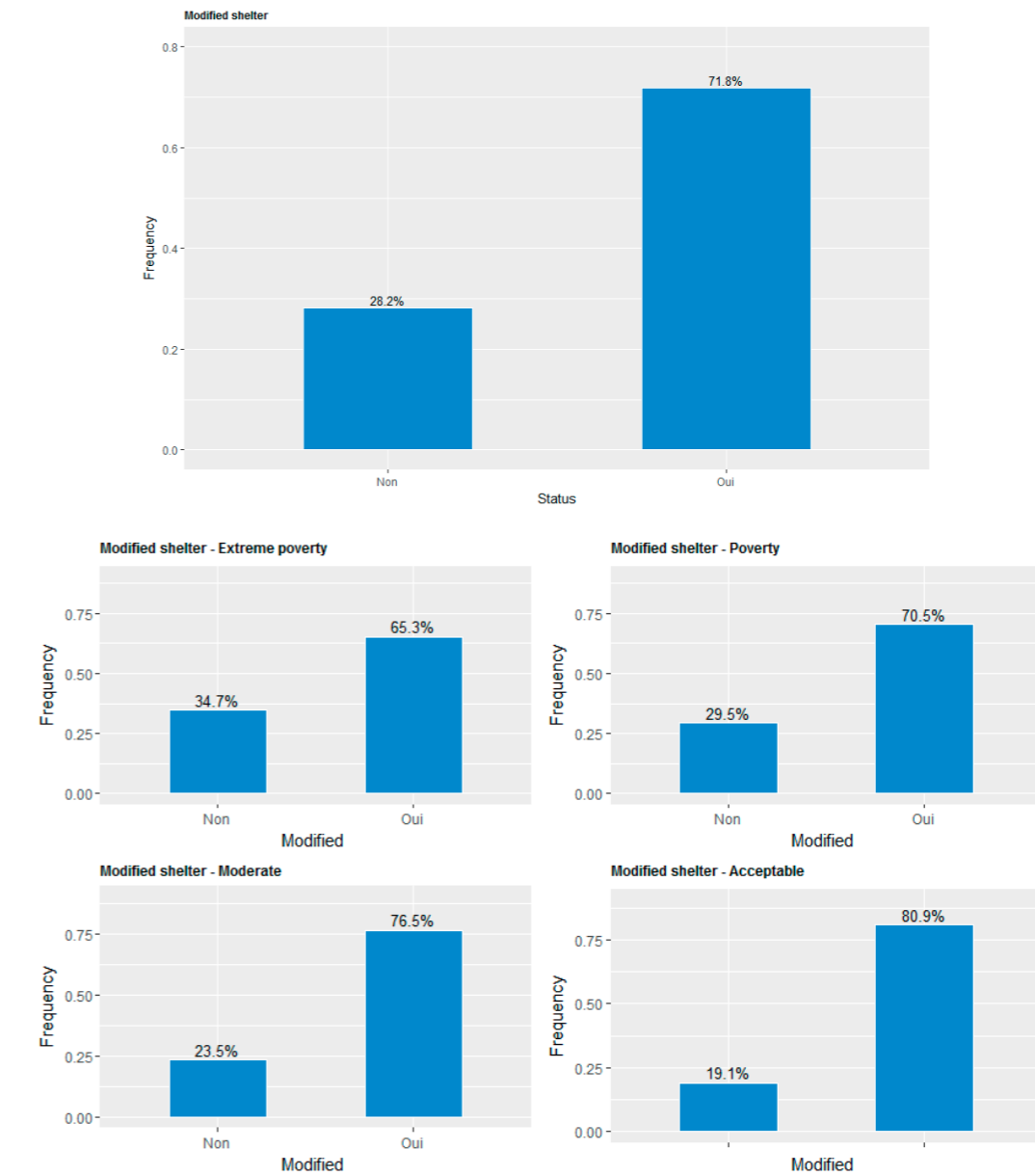
Figure : Appréciation de la situation de l'abri selon l'année de construction



De plus, les figures ci-dessous illustrent que plus le ménage est vulnérable et moins il dépense pour les abris et qu'un nombre important de ménages dans le camp font des dépenses pour améliorer leurs abris (71,8%).

Cela s'explique par le fait que les abris doivent être entretenus suite aux intempéries et que les kits abris sont non adaptés au mode de vie des ménages.

Figure : Achat de composants pour les abris en moyenne dans le camp



Enfin, selon les observations des enquêteurs, les pourcentages les plus élevés des abris de mauvaise qualité sont ceux de 2013 et de 2015. Ce qui confirme la tendance développée plus haut.

L'appréciation des abris exprimée par les ménages de réfugiés est confirmée par les informateurs.

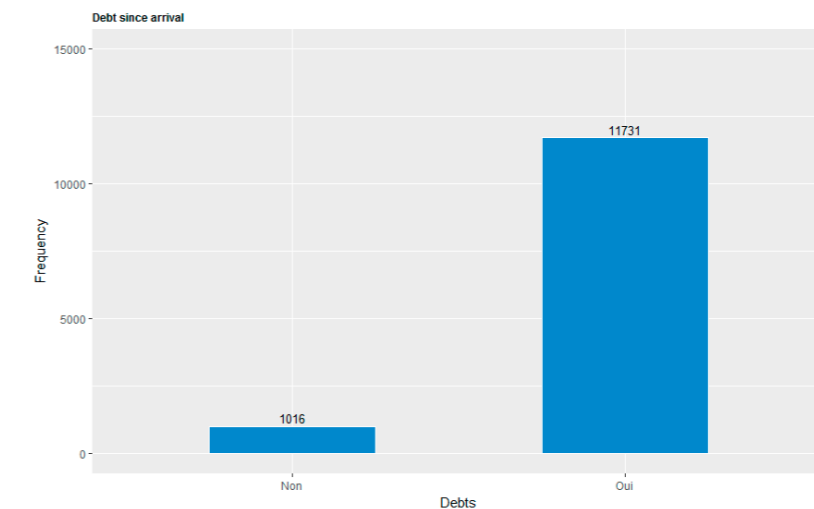
Il en ressort la nécessité d'appuyer les réfugiés dans ce secteur pour améliorer la situation de leurs abris.

7.7 Endettement des ménages

Constats	Point-clés
<p>Niveau très élevé de la population endettée (92%) quel que soit la catégorie socioéconomique. Réflétant une intégration économique des réfugiés. Le nombre de ménages endettés n'est pas clairement corrélé avec la catégorie socioéconomique.</p> <p>Les moins vulnérables étant plus solvables, ils ont la possibilité d'emprunter davantage.</p> <p>L'achat de nourriture apparaît clairement comme la première raison de l'endettement pour une très large partie des réfugiés</p> <p>L'achat de nourriture est largement la principale raison de l'endettement quel que soit la catégorie socioéconomique.</p>	<p>Créer des sources de revenus stables pour les ménages, notamment les femmes afin d'éviter le fort taux d'endettement</p> <p>Travailler sur les chaînes de valeur pour éviter l'endettement, nécessité de veiller à ce phénomène car cela peut poser des risques de protection et un obstacle aux retours.</p>
<p>Les dettes sont essentiellement contractées auprès d'un parent pour 48,3% des ménages enquêtés et auprès d'un commerçant usurier pour 11,6% des ménages enquêtés</p> <p>Les raisons de l'endettement sont identiques chez les hommes et les femmes.</p> <p>Quel que soit la catégorie, les parents sont les principaux créanciers. Les personnes les moins vulnérables ont davantage recours à un usurier</p> <p>Les femmes utilisent des sources de dettes plus variées (d'autres sources de dettes) que les hommes et bénéficient de plus de confiance auprès des créanciers que les hommes.</p>	<p>Risque que les femmes s'endettent davantage car elles sont plus fiables/solvables que les hommes auprès des créanciers</p> <p>Développer le microcrédit ou d'autres alternatives pour les femmes</p>

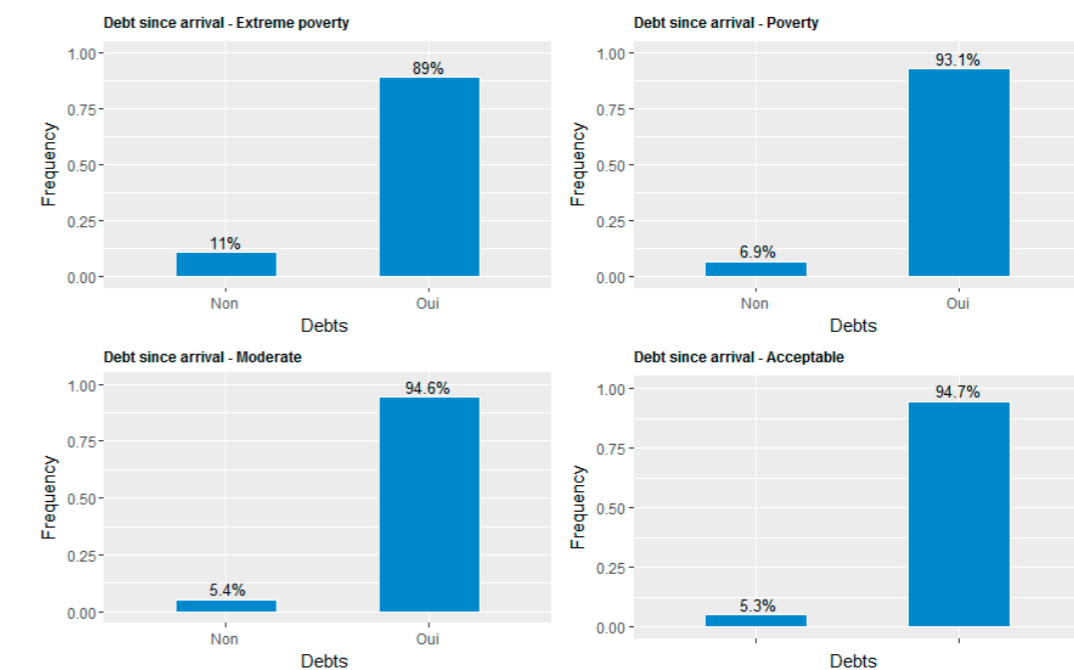
Environ 92% des ménages enquêtés (11 731 ménages) déclarent avoir contracté un prêt depuis leur arrivée dans le camp pour satisfaire leurs besoins. Seuls 8% des ménages enquêtés ont mentionné ne pas avoir eu à contracter un prêt dans le camp ou en dehors du camp.

Figure : Endettement des ménages



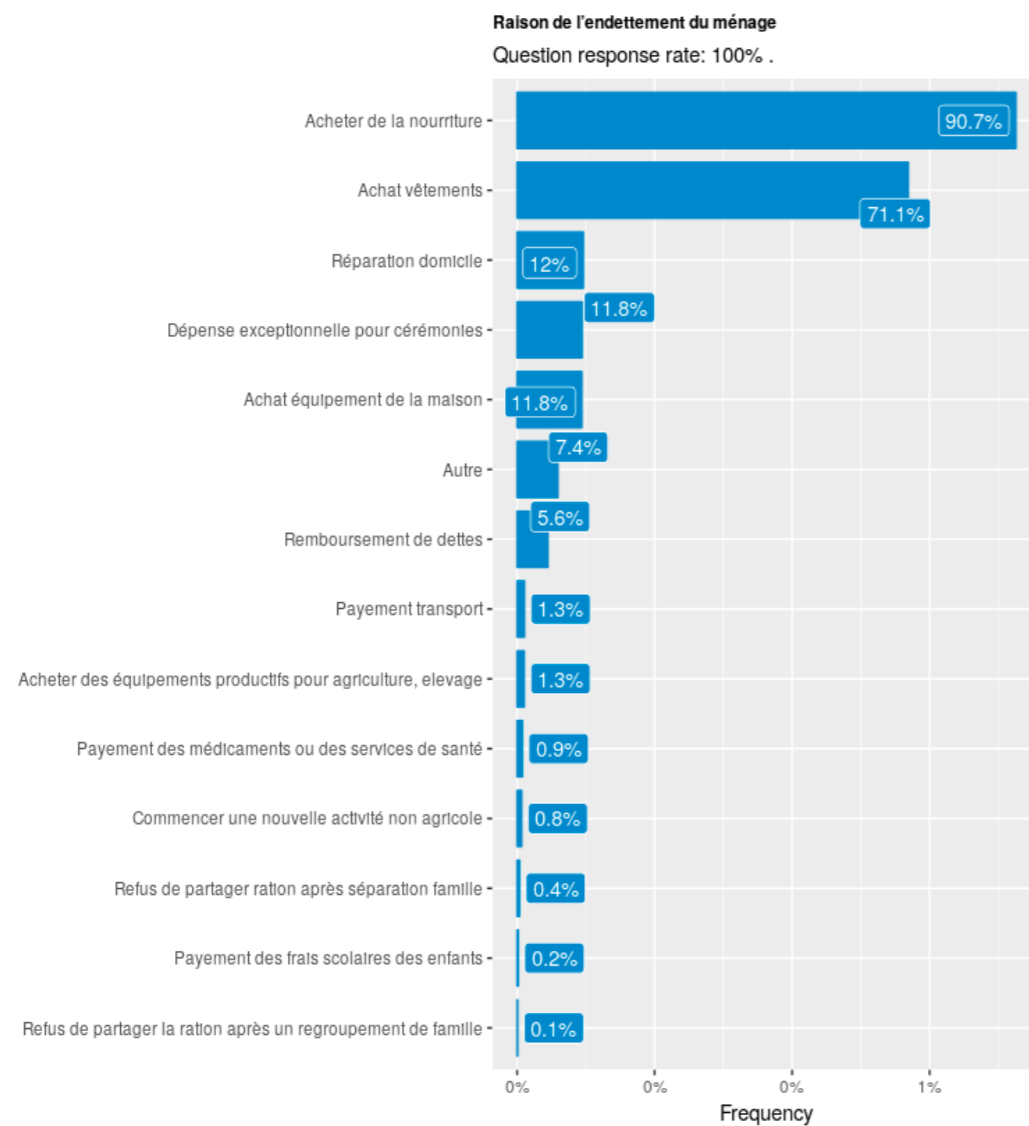
Le nombre de ménages endettés n'est pas clairement corrélé avec la catégorie socioéconomique. Cependant, les moins vulnérables étant plus solvables, ils ont la possibilité d'emprunter davantage.

Figure : Endettement des ménages par catégorie socioéconomique



La première raison de cet endettement est l'achat de nourriture pour 90,7% des ménages enquêtés, suivie par l'achat de vêtements pour 71,1%, la réparation du domicile pour 12%, les cérémonies pour 11,8% et l'achat d'équipement de la maison pour 11,8%. L'achat d'actifs productifs reste faible et ne concerne que 1,3% des ménages enquêtés.

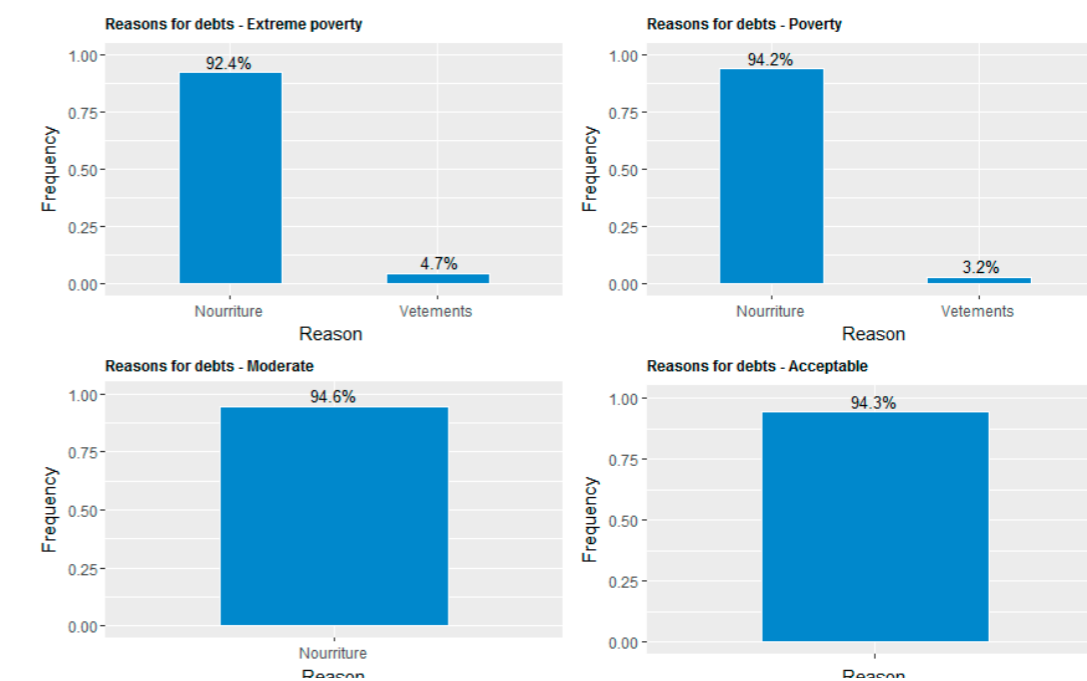
Figure : Raison de l'Endettement des ménages



L'achat de nourriture est largement la principale raison de l'endettement quelle que soit la catégorie socioéconomique. Les ménages les moins vulnérables doivent attendre la période de bon embonpoint du bétail pour les vendre à un meilleur prix.

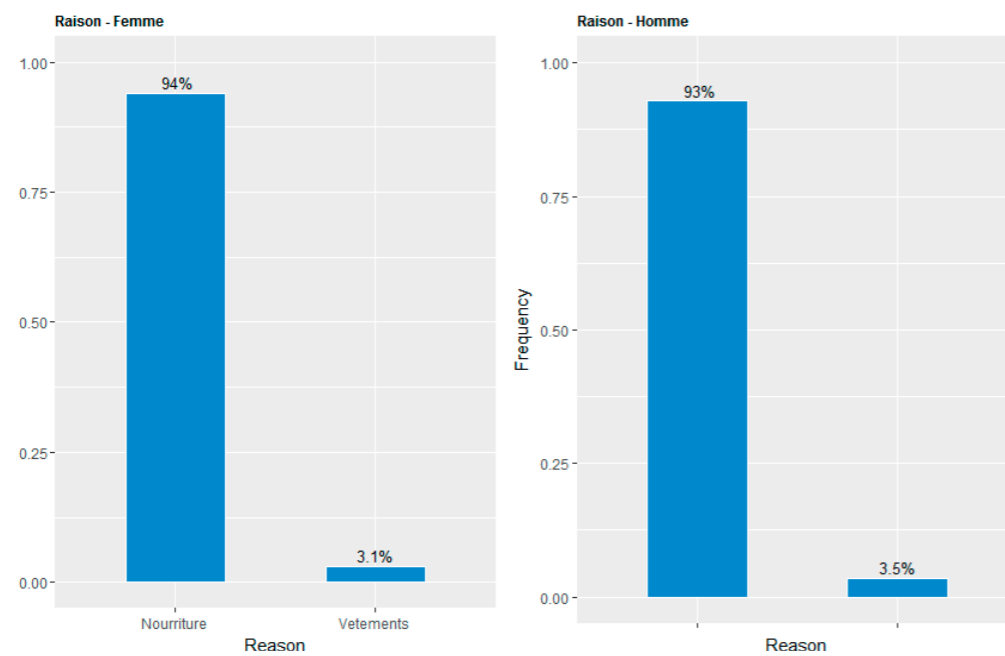
Ainsi, entre temps, ces ménages s'endettent auprès de commerçants pour se nourrir et diversifier leurs aliments (fruits, condiments, thé...). Les raisons de l'endettement des ménages selon le genre sont similaires.

Figure : Raisons de l'endettement des ménages par catégorie socioéconomique



La figure ci-dessous montre que les raisons de l'endettement sont identiques chez les hommes et les femmes.

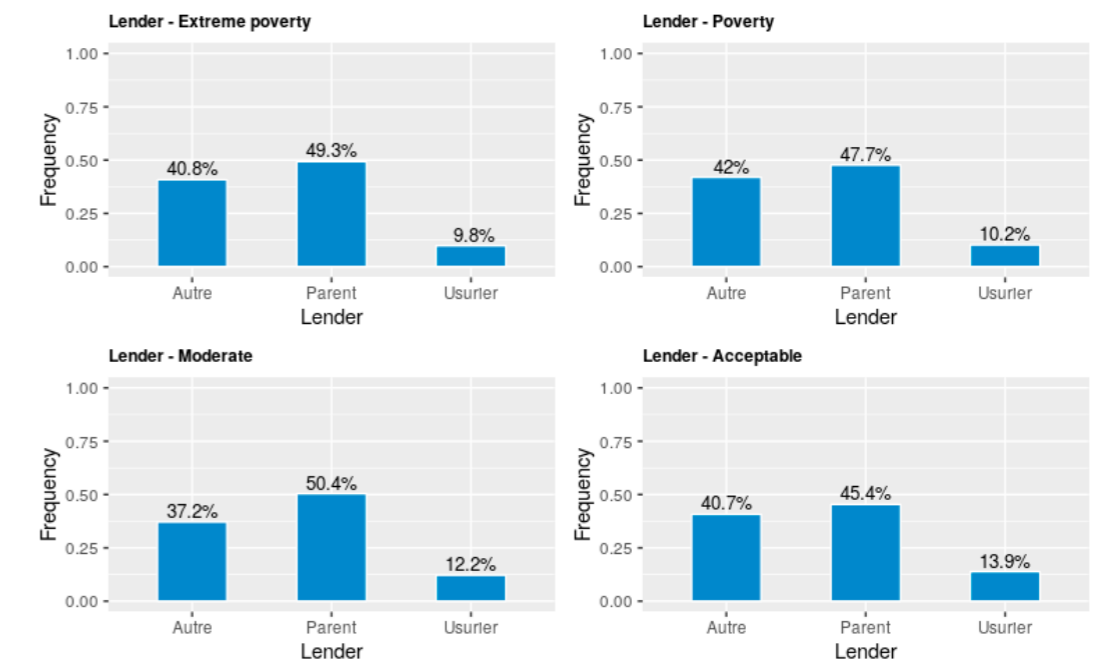
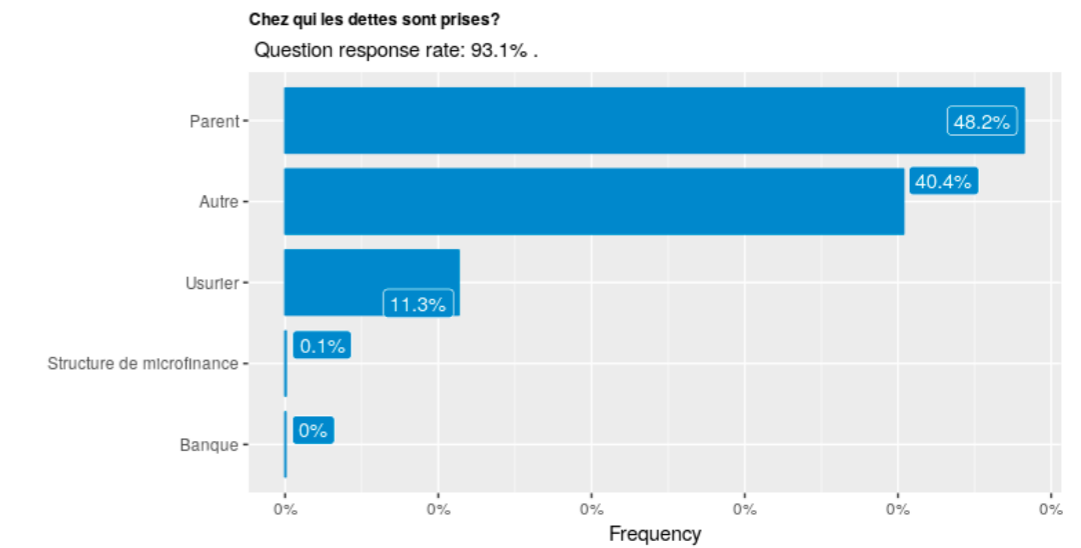
Figure : Raisons de l'endettement des ménages selon le genre



Les dettes sont essentiellement contractées auprès d'un parent pour 48,2% des ménages enquêtés et auprès d'un commerçant (3,6%), des réfugiés (1,8%), des connaissances usurier pour 11,3% des ménages enquêtés. L'octroi de crédits auprès des structures de microfinances reste très faible (0,1%).

Les « autres » créanciers sont essentiellement des commerçants (94%), suivis des amis (3,6%), des réfugiés (1,8%), des connaissances (0,3%) et des mauritaniens en dehors du camp (0,1%).

Figure : Types de créanciers



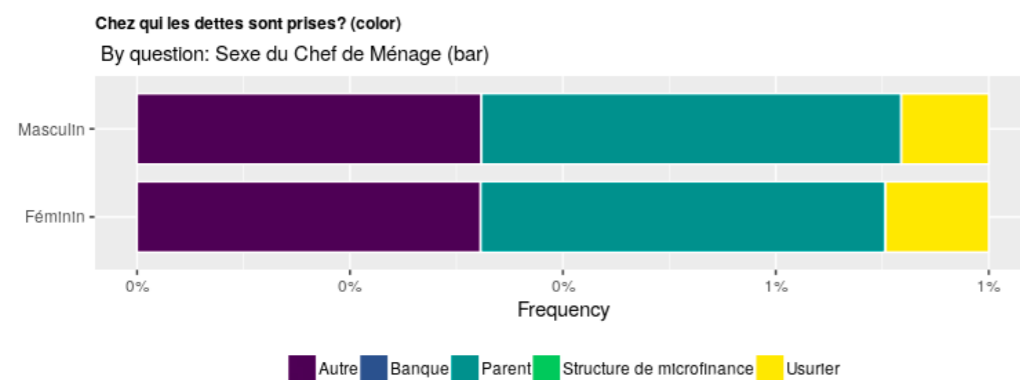
Quelle que soit la catégorie socioéconomique, les parents sont les principaux créanciers. Les personnes les moins vulnérables ont davantage recours à un usurier personne qui prête de l'argent avec un taux d'intérêt supérieur au taux légal) parce qu'ils sont plus solvables.

Les femmes utilisent des sources de dettes plus variées que les hommes et bénéficient de plus de confiance auprès des créanciers que les hommes.

Il ressort que les femmes utilisent plus de sources de dettes que les hommes. En effet,

57,9% des femmes contractent des dettes chez « d'autres créanciers », contre 42,1% des hommes. En outre, 57,2% des femmes prennent des dettes chez un parent, contre 42,8% des hommes. Ceci est dû à la grande confiance des créanciers envers les femmes, qui remboursent régulièrement leurs dettes. Cependant, il existe un risque que les femmes s'endettent davantage car elles sont plus fiables/solvables que les hommes auprès des créanciers.

Figure : Analyse des types de créanciers selon le genre



7.8 Activités et revenus des ménages

Constats	Point-clés
La première source de revenus des ménages est le transfert d'espèces par l'Etat ou par des organisations humanitaires.	Assurer des formations professionnelles et créer des opportunités d'emplois pour les personnes actives, notamment les jeunes formés
Très haut niveau des réfugiés sans occupation, près de la moitié des personnes actives (majoritairement les femmes) reflétant un manque d'opportunités locales	Développer des chaînes de valeurs dans plusieurs secteurs
Près de 17% (principalement les femmes) font des travaux ménagers, tandis que les hommes effectuent des travaux journaliers dans le camp et de l'entretien et conduite des animaux/pâturage.	Création d'emplois par des formations professionnelles et l'auto emploi (Activités Génératrices de Revenus, micro entreprises, microprojets).

Il apparaît clairement que la première source de revenus des ménages est le transfert d'espèces par l'Etat ou par des organisations humanitaires.

Les ménages extrêmement vulnérables sont fortement dépendants des transferts

d'espèces avec 60,4% contrairement aux ménages les moins vulnérables avec 20,1%.

Les sources de revenus sont beaucoup plus diversifiées chez les ménages les moins vulnérables (commerce, travaux journaliers).

Figure : Occurrence de Source de revenu monétaire du ménage

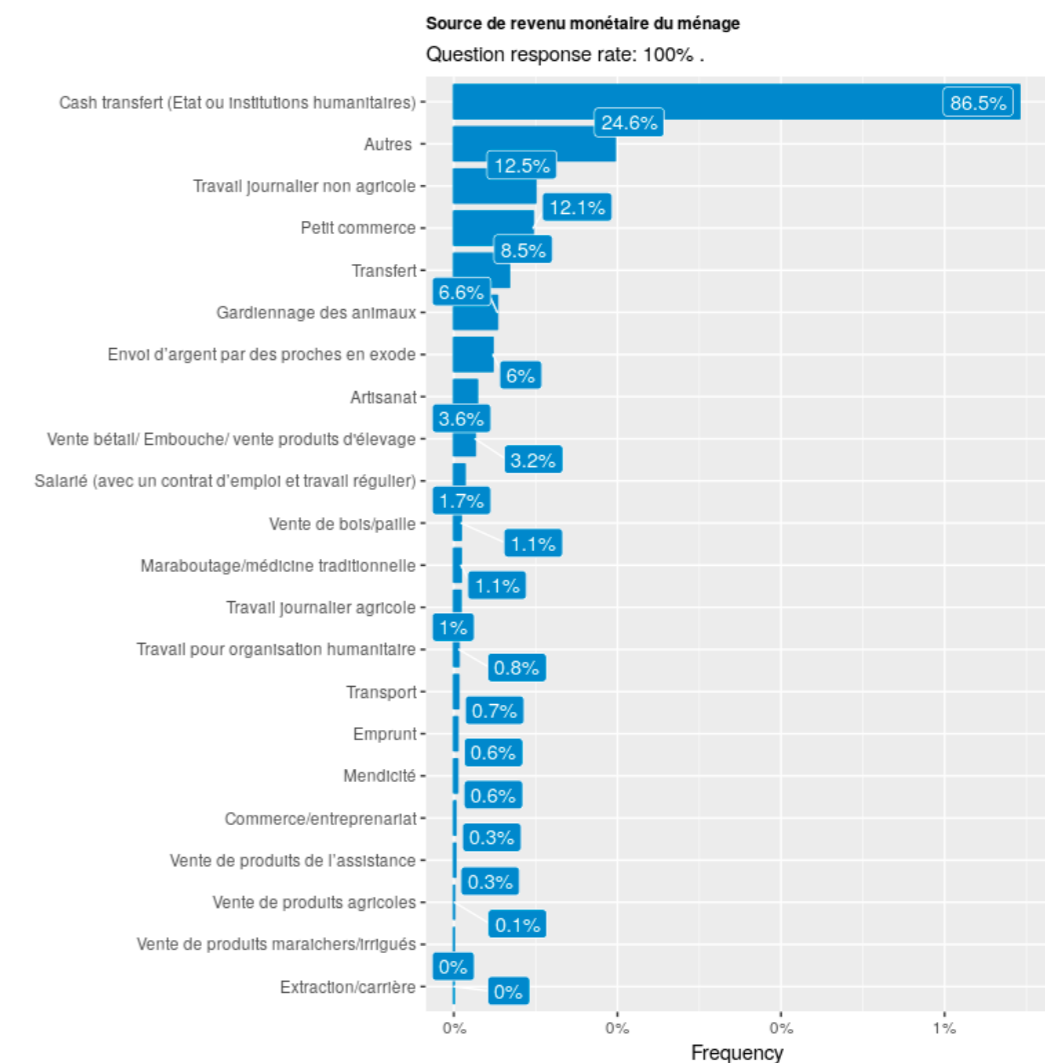
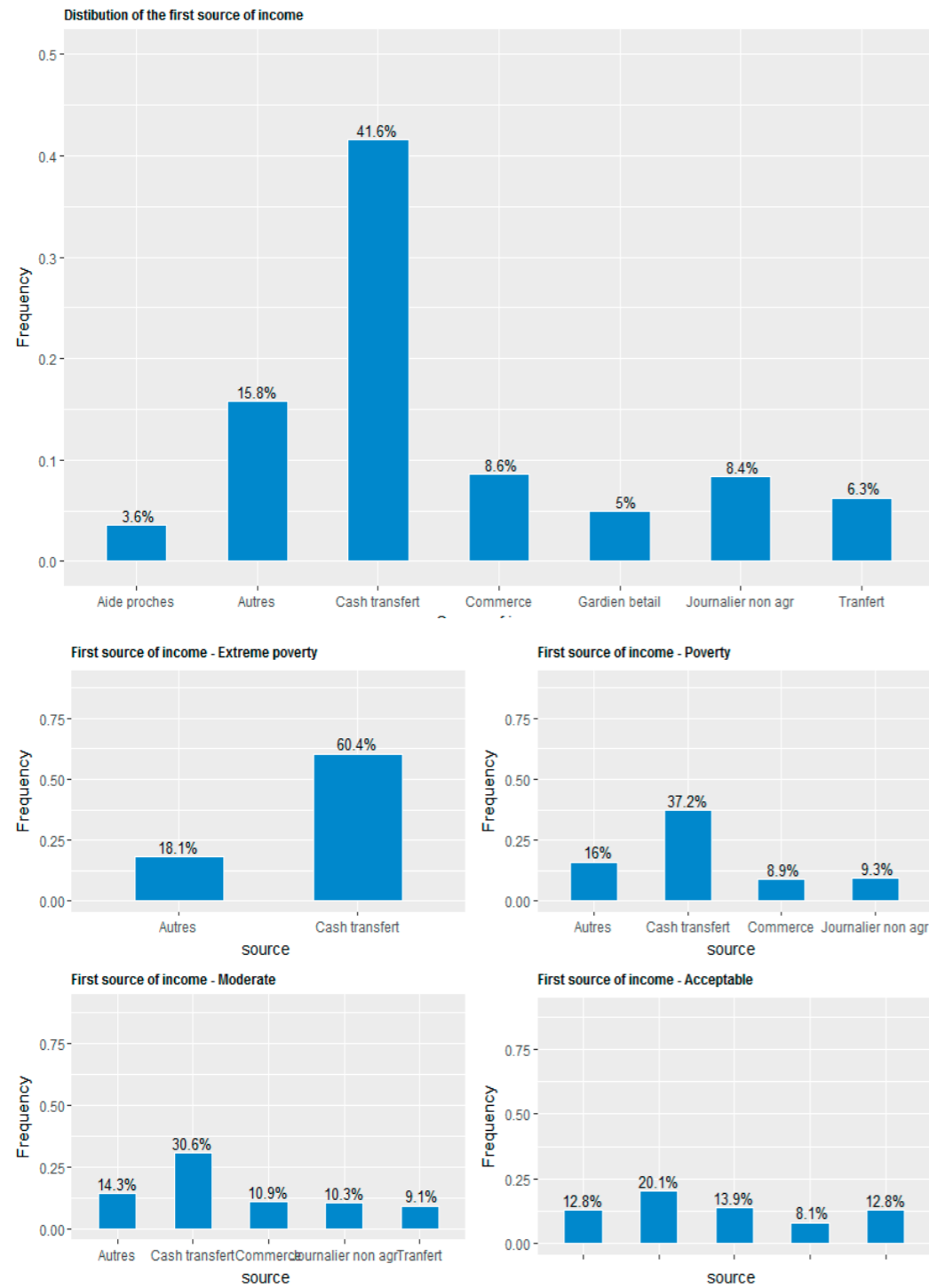


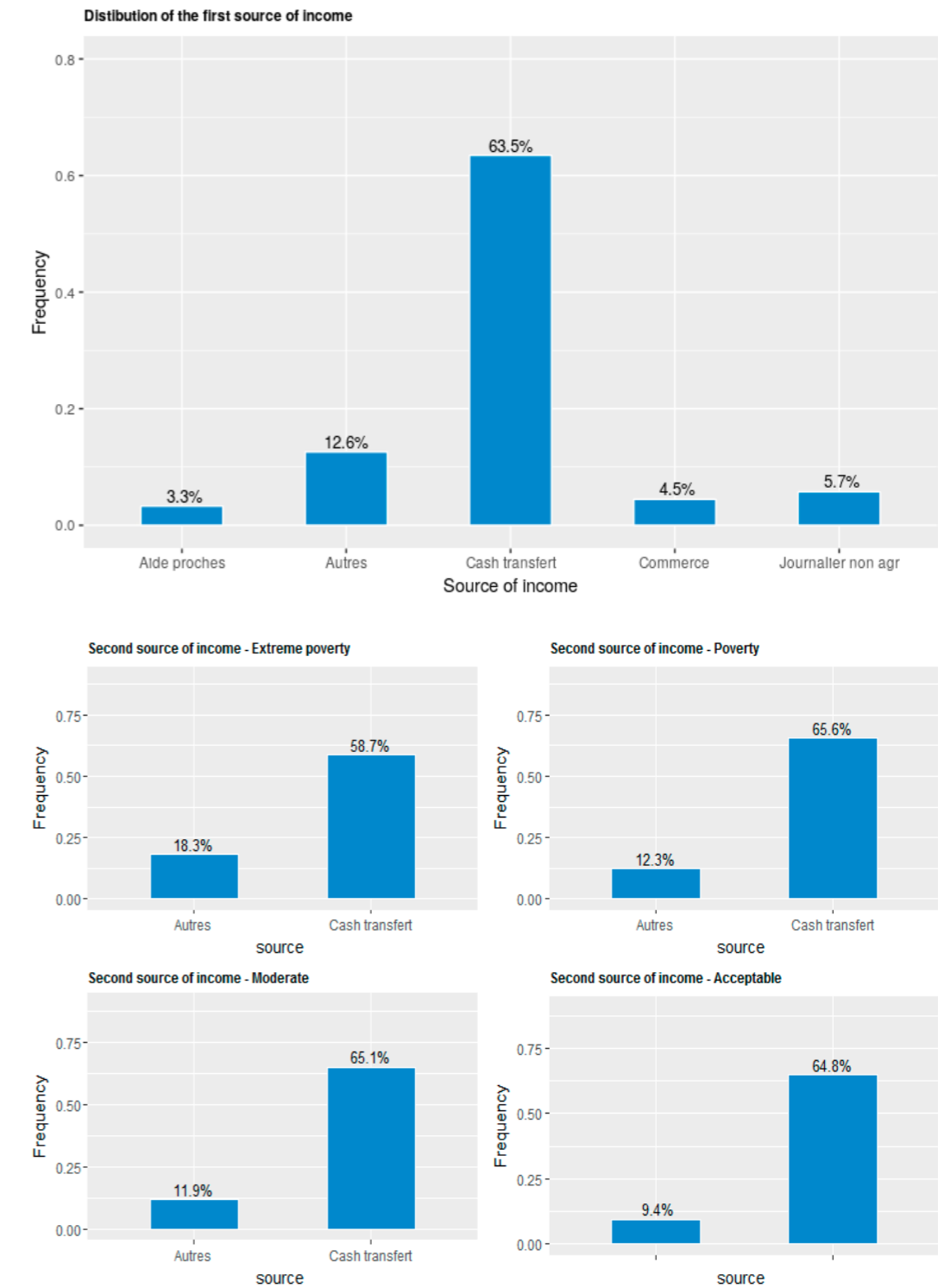
Figure : première source de revenus des ménages



La deuxième source de revenus des ménages est également et largement le transfert d'espèces quel que soit la catégorie

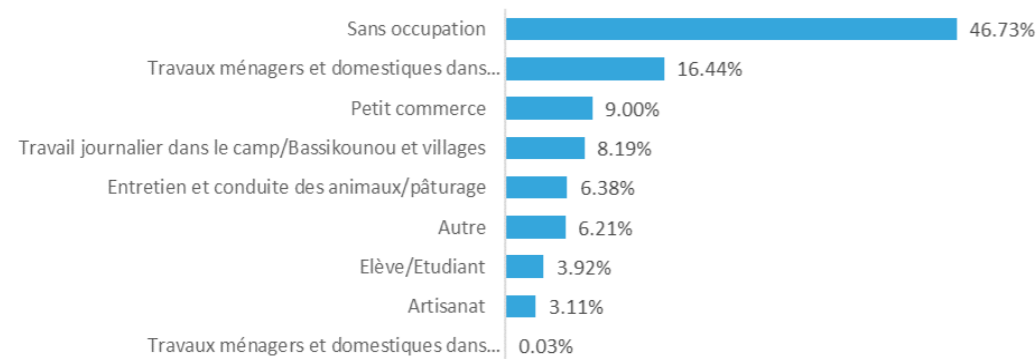
socioéconomique. Ces résultats illustrent la forte dépendance aux transferts d'espèces au sein de tous les ménages du camp.

Figure : deuxième source de revenus des ménages par catégorie socioéconomique



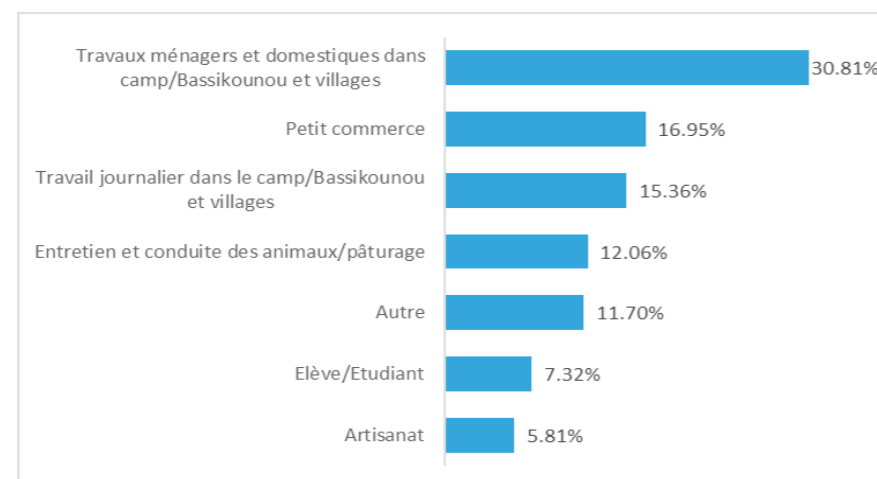
De plus, 46,7% des personnes actives sont sans occupation. Le reste de la population exerce des occupations dans les travaux ménagers (16,5%), le petit commerce (9%), le travail journalier dans le camp (8,2%), la conduite des animaux (6,4%), d'autres activités (6,2%) et l'artisanat (3,1%).

Figure : Types d'occupations des personnes actives (18-65 ans)



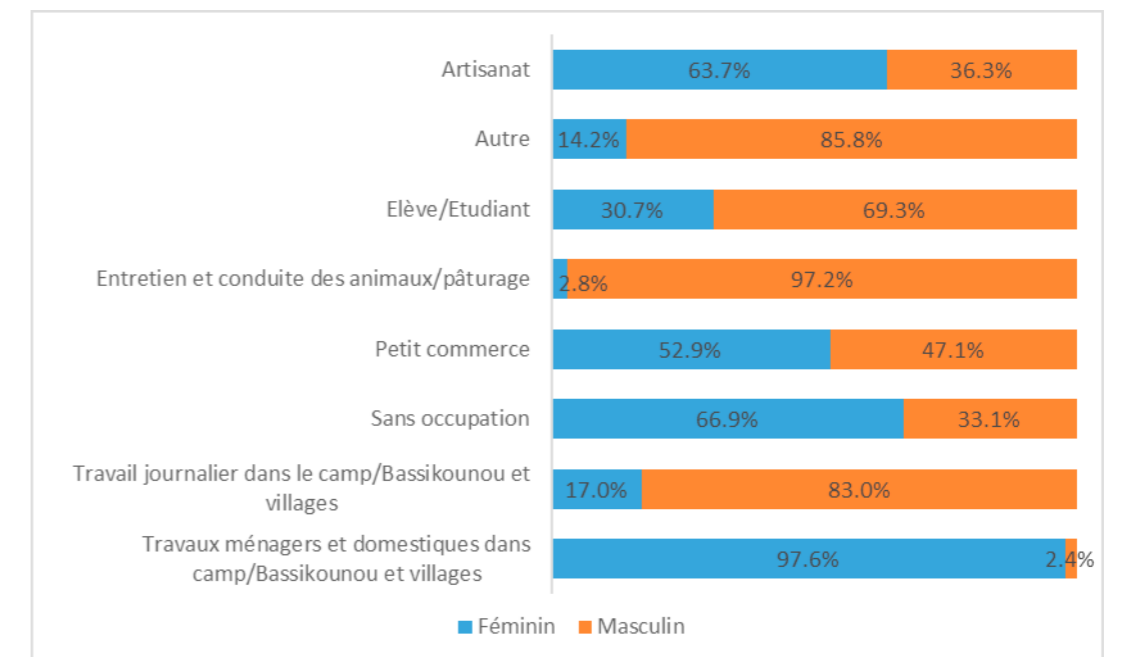
Les « autres » occupations sont les petits métiers divers comme tailleur, coiffeur (20%), enseignant (7,6%), embouche (5,1%), charretier (4,5%), vente de bétail (4%), maître coranique/marabout (11,5%), chauffeur, gardien (3,3%), médecine traditionnelle (11,1%), employé des ONG/UN (8,1%), (3,2%), agriculteur (3%) et boucher (2,3%).

Figure : Activités des personnes ayant une occupation



Ces différentes activités, évoquées plus haut, occupent différemment les hommes et les femmes. En effet, 63,7% des femmes font de l'artisanat, contre 36,3% des hommes. La conduite des animaux est presque exclusivement réservée aux femmes avec un taux d'occupation de 97,2%. Le travail journalier dans le camp est majoritairement exercé par les hommes, à hauteur de 83% contre 17% des femmes. Les travaux ménagers restent presque une activité exclusivement réservée aux femmes avec 97,6%.

Figure : Types d'occupations selon le genre



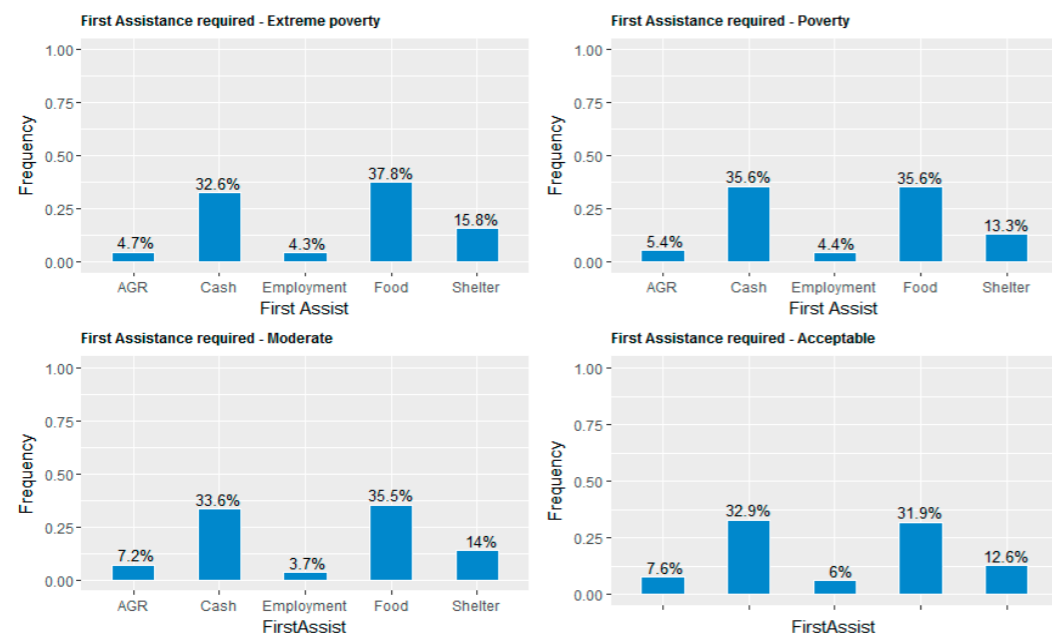
7.9 Modalités d'assistance

Constats	Point-clés
<p>Les transferts d'espèces, les distributions de vivres et les abris sont les trois besoins principaux évoqués par les ménages de toutes les catégories. Il faut également noter les besoins exprimés par les ménages dans le domaine de l'emploi et des AGR</p> <p>Le type d'assistance souhaitée entre les espèces et les vivres n'a pas de relation directe avec le profil socio-économique des ménages. L'assistance en espèce est largement préférée (environ 79% en moyenne) par tous les ménages quel que soit leur niveau de vulnérabilité.</p> <p>La préférence du type d'assistance en espèces/nourriture n'a pas discriminé les ménages à faible vulnérabilité des ménages extrêmement vulnérables.</p>	<p>“Cash protects food” : Les deux type d'assistance sont nécessaires. Apporter une assistance alimentaire mixte en cash et en nourriture sur la base des besoins des ménages et selon une analyse des marchés de façon à renforcer la capacité des ménages à devenir autosuffisant dans la mesure du possible au lieu de rester dépendants de l'assistance</p> <p>Etablir le ratio nécessaire par catégorie socioéconomique</p> <p>Faire le suivi de l'utilisation de stratégies d'adaptation spécifiques en tant qu'indicateur de choc au sein de la population</p>

Les transferts d'espèces, les distributions de vivres et les abris sont les trois besoins principaux évoqués par les ménages de toutes les catégories. Les besoins en abris

sont davantage exprimés par les plus vulnérables, confirmant les résultats de l'appréciation des abris.

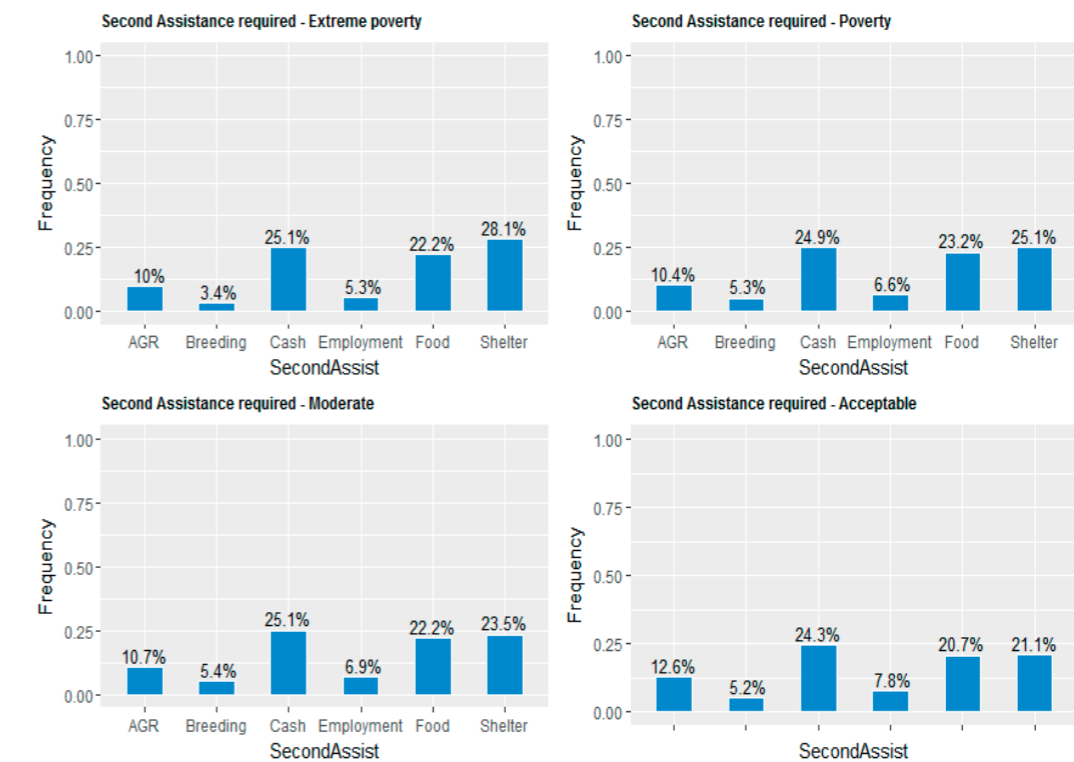
Figure : Premier besoin des ménages



Les principaux besoins secondaires des ménages, pour toutes les catégories, sont également les vivres, les espèces et les

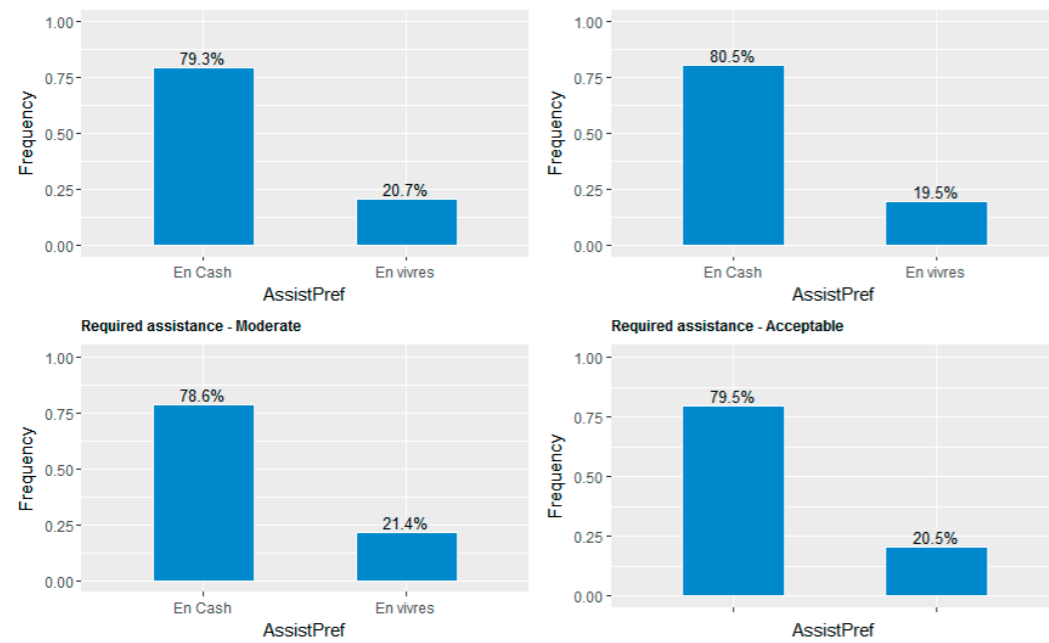
abris. Il faut également noter les besoins exprimés par les ménages dans le domaine de l'emploi et des AGR.

Figure : Second besoin des ménages par catégorie socioéconomique



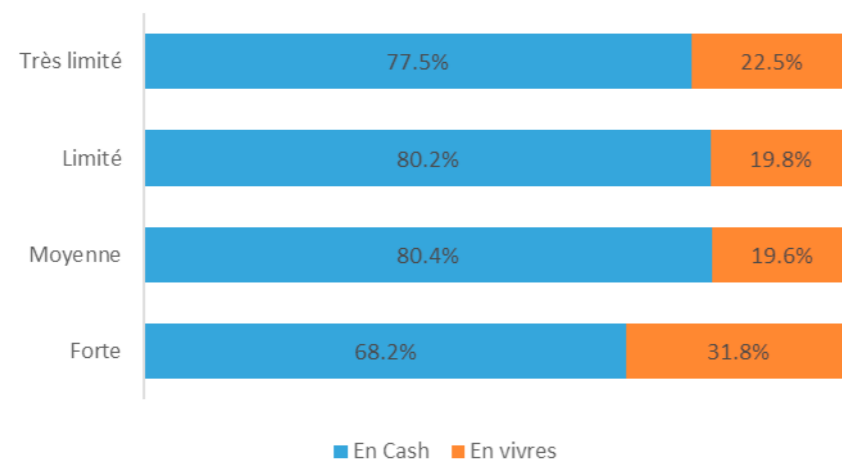
Le type d'assistance souhaitée entre les espèces et les vivres n'a pas de relation directe avec le profil socio-économique des ménages. L'assistance en espèce est largement préférée (environ 79% en moyenne) par tous les ménages quel que soit leur niveau de vulnérabilité. Les espèces permettent aux ménages d'acheter les denrées de leur choix, notamment de la viande, du lait, du pain.

Figure : Types d'assistance souhaitée



De plus, on ne peut pas établir de corrélation en charge et l'appréciation entre le cash et entre la capacité du ménage à se prendre les vivres.

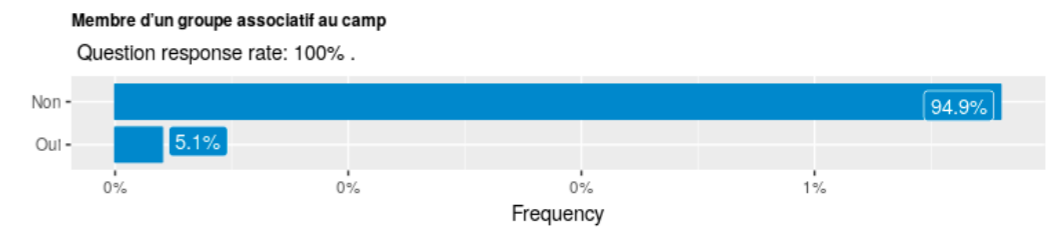
Figure : Capacité du ménage à se prendre en charge



7.10 Représentation des ménages

Constats	Point-clés
<p>Point de vue des plus vulnérables pas souvent rapporté car la représentation actuelle des communautés exclut les plus vulnérables</p> <p>La prise en compte des points de vue des ménages par les chefs de blocs et les représentants des communautés n'est pas liée au statut socioéconomique, même s'il ressort que les points de vue des ménages extrêmement vulnérables et des ménages moins vulnérables ne sont pas souvent pris en compte.</p>	<p>Rapporter davantage les besoins des plus vulnérables pour adapter les interventions auprès des réfugiés.</p> <p>Revisiter la représentation actuelle des communautés et les chaînes de communication</p> <p>Organiser des sensibilisations spécifiques et des focus groups auprès de ces catégories.</p> <p>Mise en place de comités mixtes, représentant toutes les catégories socio-économiques du camp pour assurer la remonté des informations et des besoins.</p>

Figure : Membre d'un groupe associatif au camp



La prise en compte des points de vue des ménages par les chefs de blocs et les représentants des communautés n'est pas liée au statut socioéconomique, même s'il ressort que les points de vue des ménages extrêmement vulnérables et des ménages moins vulnérables ne sont pas souvent pris en compte. En effet, 37,5% ménages extrêmement vulnérables et 30,4% des ménages moins vulnérables déclarent que leurs points de vue ne sont jamais pris en considération. Cela s'explique par le fait que les communautés extrêmement vulnérables ne sont pas suffisamment considérées en raison de leur statut précaire. Quant aux ménages moins vulnérables, des raisons politiques expliquent cette tendance. En

effet, les divergences politiques entre ces ménages et les chefs de blocs, ainsi que les ambitions de leadership de certains membres de ces ménages freinent la prise en considération de leur point de vue.

8. Liste des acronymes et abréviations

AGR : Activités Génératrices de Revenus.

ACF : Action Contre la Faim

CSA : Commissariat à la Sécurité Alimentaire

FG : Focus Groups

HEA : Household Economy Approach

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PAM : Programme Alimentaire Mondiale

SAME : Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence

SCA : Score de Consommation Alimentaire

SEAS : Suivi, Evaluation, Apprentissage et Surveillance

SOP : Standard Operating Procedure / Procédure opérationnelle

TDR : Termes de Référence

UN : United Nations

UNHCR : United Nations High Commissioner for Refugees

UNICEF : The United Nations Children's Fund

WASH : Water, Sanitation and Hygiene

9. Liste des figures et graphiques

Carte des services dans le camp	8
Données d'enregistrement	9
Composition et responsabilités de l'équipe	12
Graphique : Exemple de critères de différenciation entre les ménages	15
Tableau : Synthèse de la catégorisation socioéconomique des ménages	16
Tableau : Calcul HEA	18
Figure : Pourcentages des ménages par catégorie socioéconomique	18
Figure : Capital individuel en équivalent USD	19
Figure : Age du chef de ménage par catégorie socioéconomique	21
Figure : Sexe du chef de ménage par catégorie socioéconomique	22
Figure : Nombre d'enfants par ménage en âge d'être scolarisés sur l'ensemble du camp	25
Figure : Nbr d'individus adultes avec instruction fondamentale dans le ménage	26
Figure : Nbr d'individus adultes avec instruction secondaire dans le ménage	28
Figure : Ecole supérieure	29
Figure : Nombre d'enfants scolarisés par ménage ayant des enfants	30
Figure : Ménage a au moins 1 enfant déclarant une occupation	31
Figure : Stratégie d'adaptation	34
Figure : Mariage précoce des membres de la famille par catégorie socioéconomique	36

Figure : Appréciation générale de l'état des abris dans le camp	37
Figure : Appréciation de l'état des abris par catégorie socioéconomique	38
Figure : Appréciation de la situation de l'abri selon l'année de construction	38
Figure : Achat de composants pour les abris en moyenne dans le camp	39
Figure : Endettement des ménages	42
Figure : Endettement des ménages par catégorie socioéconomique	43
Figure : Raison de l'Endettement des ménages	43
Figure : Raisons de l'endettement des ménages par catégorie socioéconomique	44
Figure : Raisons de l'endettement des ménages selon le genre	45
Figure : Types de créanciers	46
Figure : Analyse des types de créanciers selon le genre	47
Figure : Occurrence de Source de revenu monétaire du ménage	48
Figure : première source de revenus des ménages	49
Figure : deuxième source de revenus des ménages par catégorie socioéconomique	50
Figure : Types d'occupations des personnes actives (18-65 ans)	51
Figure : Activités des personnes ayant une occupation	51
Figure : Types d'occupations selon le genre	51
Figure : Premier besoin des ménages	53
Figure : Second besoin des ménages par catégorie socioéconomique	53

Figure : Types d'assistance souhaitée	54
Figure : Capacité du ménage à se prendre en charge	55
Figure : Membre d'un groupe associatif au camp	56

10. Liste des annexes

Annexe 1 Termes de référence.....	12
Annexe 2 Procédure d'opération standard	12
Annexe 3 Questionnaire Focus Group.....	12
Annexe 4 Questionnaire ménages.....	12
Annexe 5 Plan de la formation et agenda.....	13
Annexe 6 Présentations de la formation.....	13
Annexe 7 Rapport complet des Focus Group.....	15

Équipe éditoriale :

UNHCR Mauritanie
PAM Mauritanie
DIMA unit (UNHCR Amman)
CBI Unit (UNHCR Genève)
Regional Livelihood Officer (UNHCR Tunisie)

Conception graphique :

Bruttomesso, Viola Eleonora
Ramos Valadez, Juan Pablo

Photo de couverture:

©UNHCR/ S. Jefferies/2018

Cette étude a été réalisée par ACF-Espagne pour le compte de l'UNHCR Mauritanie, le PAM et le CSA avec le soutien financier de l'Union européenne (Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique). Le contenu de cette étude est la seule responsabilité du partenaire de mise en œuvre et ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'Union européenne.



UNHCR MAURITANIE

B.P. 4405,
Nouakchott, Mauritanie
mauno@unhcr.org

www.unhcr.org

Facebook Stories YouTube



Projet co-financé
par l'Union européenne
<https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/>